



# Assemblée générale

Distr. générale  
10 décembre 2004  
Français  
Original: anglais/espagnol/français

## Cinquante-neuvième session

Point 18 de l'ordre du jour

**Élection de juges du Tribunal pénal international  
chargé de juger les personnes accusées de violations  
graves du droit international humanitaire commises  
sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

## Curriculum vitæ des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

### Note du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	3
II. Curriculum vitæ des candidats . . . . .	4
Carmel A. Agius (Malte) . . . . .	4
Jean-Claude Antonetti (France) . . . . .	15
Iain Bonomy (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) . . . . .	18
Liu Daqun (Chine) . . . . .	20
Mohamed Amin El-Abbassi El Mahdi (Égypte) . . . . .	24
Elhagi Abdulkader Emberesh (Jamahiriya arabe libyenne) . . . . .	27
Rigoberto Espinal Irias (Honduras) . . . . .	30
O-gon Kwon (République de Corée) . . . . .	35
Theodor Meron (États-Unis d'Amérique) . . . . .	38
Bakone Melema Moloto (Afrique du Sud) . . . . .	40
Prisca Matimba Nyambe (Zambie) . . . . .	43
Alphonsus Martinus Maria Orie (Pays-Bas) . . . . .	54

\* Nouveau tirage pour raisons techniques.



Kevin Horace Parker (Australie) . . . . .	59
Fausto Pocar (Italie) . . . . .	62
Yenyi Olungu (République démocratique du Congo) . . . . .	68
Sharada Prasad Pandit (Népal) . . . . .	70
Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar) . . . . .	75
Patrick Lipton Robinson (Jamaïque) . . . . .	78
Wolfgang Schomburg (Allemagne) . . . . .	80
Mohamed Shahabuddeen (Guyana) . . . . .	82
Christine Van den Wyngaert (Belgique) . . . . .	90
Volodymyr A. Vassylenko (Ukraine) . . . . .	95

## **I. Introduction**

Le Secrétaire général a l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les curriculum vitæ des candidats présentés par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies pour pourvoir les postes de juge permanent du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1991. On trouvera, dans un mémorandum du Secrétaire général, la liste des candidats et un exposé des procédures de vote que doit suivre l'Assemblée.

## II. Curriculum vitæ des candidats

### Carmel A. Agius (Malte)

#### I. État civil

**Nom :** Agius  
**Prénom :** Carmel A.  
**Date et lieu de naissance :** 18 août 1945, à Malte  
**Nationalité :** Maltaise

#### II. Formation universitaire

1969 Doctorat en droit (LL. D), Université de Malte.  
1968 Diplôme de notaire public, Université de Malte.  
1964 Licence en anglais, italien et économie, Université de Malte.

#### III. Activités professionnelles

##### A. Activités judiciaires

###### *i) Activités principales*

2003 Président du Comité chargé de la révision du Règlement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye.  
2003 Président de la Chambre de première instance II du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye.  
2001 Juge permanent du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye.  
1999 Membre de la Cour permanente d'arbitrage, La Haye.  
1995-2001 Président de la Cour par intérim en l'absence du Président titulaire.  
1994-2001 Représentant élu de la magistrature, Commission constitutionnelle pour l'administration de la justice.  
1992-2001 Membre de l'autorité ayant pouvoir réglementaire des cours et tribunaux.  
1983-2001 Premier juge du Tribunal constitutionnel de Malte.  
1983-2001 Premier juge de la Cour d'appel de Malte.  
1983-2001 Premier juge de la chambre criminelle de la Cour d'appel de Malte.  
1982-1984 Président du Tribunal pénal de Malte.  
1982 Nommé juge des tribunaux supérieurs de Malte.  
1977-1982 Président, tribunaux de première instance, tant pour les affaires pénales que civiles.  
1977 Nommé juge des tribunaux de première instance.

ii) *Activités secondaires*

- 2001 Cofondateur et premier Président de l'Association des juges et magistrats maltais.
- 1998 Président de la Commission sur l'enregistrement des dépositions d'enfants.
- 1996 Représentant de la magistrature maltaise à la dixième Conférence des tribunaux constitutionnels européens, Budapest, devant laquelle il a présenté deux rapports nationaux (voir « Publications »).
- 1995 Représentant du Président de la Cour, sixième Conférence des juges en chef des pays membres du Commonwealth, Ottawa.
- 1995 Représentant de la Cour d'appel, septième Conférence internationale des juges de cour d'appel, Ottawa.
- 1995 Représentant de la Cour d'appel et du Tribunal constitutionnel, cinquième Congrès de l'Association internationale des hautes juridictions administratives, Rome; a présenté un rapport national.
- 1992 Orateur principal, Séminaire sur les politiques en matière de sanction pénale, Malte.
- 1992 Représentant de la magistrature maltaise, Séminaire sur le crime organisé et les méthodes employées pour lutter contre la criminalité organisée – Expérience judiciaire, Centro internazionale Magistrati Luigi Severini, Pérouse, Italie.
- 1990-1997 Représentant de la magistrature maltaise, réunions de l'Association européenne des magistrats, Prague (2000), Porto (1998), Ljubljana (1998), Milan (1997), Bratislava (1996), Vienne (1994), Séville (1992), Crans-Montana (1991), Helsinki (1990).
- 1990-2001 Fondateur et organisateur de la Section maltaise de l'Association européenne des magistrats.
- 1990-2001 Membre du jury d'examen des candidats à l'exercice de la fonction d'avocat à Malte.
- 1989 Participant à la réunion conjointe avec l'Assemblée plénière de la Cour européenne des droits de l'homme en qualité de membre du Tribunal constitutionnel de Malte.
- 1988-2001 Représentant de la magistrature maltaise, Conseil central et première Commission d'examen de l'Association internationale des magistrats, Porto (1998), Amsterdam (1996), Tunis (1995), Athènes (1994), Séville (1992), Crans-Montana (1991), Helsinki (1990), Berlin (1988); a présenté des rapports nationaux. Lors de la réunion de Berlin, a également été chargé de présenter le dossier de candidature de la magistrature maltaise en vue de son adhésion à l'Association internationale des magistrats.
- 1988-2001 Fondateur et organisateur de la Section maltaise de l'Association internationale des magistrats.
- 1980-1982 Président, Board of Special Commissioners for Death and Donation Duty.

**B. Activités juridiques menées hors du cadre judiciaire**

- 2001 Participant et orateur à la Réunion de stratégie du groupe pilote en soutien à l'établissement de la Cour pénale internationale, à Ischia, Italie.
- 2001 Participant et orateur à la Réunion des Présidents de l'Association de juristes en faveur de la protection des intérêts financiers de l'Union européenne, à Ischia, Italie.
- 2000 Orateur invité à la Conférence sur le droit international humanitaire pour le Comité de droit international du barreau de Philadelphie.
- 2001 Chargé de cours invité sur le droit international humanitaire, faculté de droit de Rutgers University, Camden, NJ, États-Unis d'Amérique.
- 2000 Chargé de cours sur les droits de l'homme et le tribunal pénal international (maîtrises en droits de l'homme et démocratisation), cours destiné aux spécialistes des pays méditerranéens et européens organisés par l'Université de Malte avec l'appui de l'Union européenne.
- 2000 Participant, orateur, Conférence internationale sur la peine de mort, Palerme.
- 2000 Participant, présentation d'un rapport, Conférence intergouvernementale européenne sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Rome.
- 2000 Chef adjoint de la délégation maltaise, dixième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Vienne.
- 2000 Participant, réunion informelle intersessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale sur la définition des crimes, Syracuse, Italie.
- 1999 Conférencier, Séminaire sur la prévention et le contrôle de la corruption – Institut international du droit du développement, Rome.
- 1999 Organisateur et Président de la treizième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal sur la fraude commerciale et financière, Malte.
- 1998-2001 Représentant nommé/Conseiller du Gouvernement maltais au Comité préparatoire de la Cour pénale internationale.
- 1999 Participant, réunion informelle intersessions du Comité préparatoire de la Cour pénale internationale sur le règlement de procédure et de preuve, Syracuse, Italie.
- 1999-2000 Chef de la délégation du Gouvernement maltais, Comité intergouvernemental spécial chargé d'élaborer une convention internationale contre la criminalité transnationale organisée, Vienne.
- 1999 Consultant auprès du Haut Commissariat pour les droits de l'homme, Séminaire sur les droits de l'homme et la procédure pénale, Katmandou.
- 1998 Premier membre maltais élu à l'Institut de droit américain.

- 1998 Chef de délégation par intérim et Conseiller du Gouvernement maltais, Conférence diplomatique de plénipotentiaires des Nations Unies sur la création d'une cour pénale internationale, Rome.
- 1998 Participant à la douzième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal, Bridgetown, Barbade.
- 1998 Participant, treizième Colloque sur l'informatique juridique organisé par le Conseil de l'Europe, Vienne.
- 1998 Participant, présentation d'un rapport devant le quarante-deuxième Congrès international sur l'alcoolisme et la pharmacodépendance de l'Institut international pour la prévention et le traitement des dépendances, Malte.
- 1997 Nommé en tant que deuxième candidat du Gouvernement maltais à l'élection du juge de la nouvelle Cour européenne des droits de l'homme.
- 1997-1998 Nommé représentant du Gouvernement maltais au Comité préparatoire pour la création d'une cour pénale internationale; a assisté aux réunions du Comité qui ont eu lieu en décembre 1997 et en mars 1998.
- 1997 Participant, réunion informelle et intersessions d'experts de la Cour pénale internationale sur la « coopération internationale », Syracuse, Italie.
- 1997 Participant au Séminaire sur la pédophilie, Institut supérieur international des sciences criminelles, Syracuse, Italie.
- 1997 Représentant de l'Association européenne des magistrats, vingt-septième Colloque du Conseil de l'Europe sur le droit européen concernant les problèmes juridiques de la filiation, Malte.
- 1997 Présentation d'un rapport, Conférence internationale pour la création d'un tribunal pénal international permanent parrainé par la Fondation No Peace Without Justice et le Gouvernement maltais, Malte.
- 1997 Coordonnateur et principal orateur, Conférence internationale sur la mise en liberté surveillée, Institut régional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Secrétariat du Commonwealth et Université de Malte, Malte.
- 1997 Membre élu, Conseil d'administration de la Société internationale pour la réforme du droit pénal.
- 1997 Président de la session, dixième Conférence de la société internationale pour la réforme du droit pénal, Londres.
- 1996 Représentant de la magistrature maltaise, Conférence sur le droit des pays du Commonwealth, Vancouver, Canada.
- 1996 Participant au vingt-sixième Colloque sur le droit européen, Conseil de l'Europe, Stockholm.
- 1996 Participant à la dixième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal, Whistler, Colombie britannique, Canada.

- 1996 Participant à un séminaire sur l'enfance maltraitée, Institut international des hautes études en sciences pénales, Noto, Italie.
- 1995 Chef adjoint de la délégation maltaise, neuvième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire.
- 1995 Participant au Séminaire sur l'introduction au droit de la communauté européenne, Institut européen d'administration publique, Luxembourg.
- 1995 Coordonnateur et orateur principal, Séminaire sur la criminalité et la justice pénale dans la région de la Méditerranée : « Promotion of Informed Decision-making and International Cooperation », Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et Centre de criminologie de l'Université de Malte, Malte.
- 1994 Chef de la délégation, deuxième réunion du Mediterranean Group on Crime Prevention, Malte.
- 1994-2000 Chef de la délégation, réunions annuelles du Comité d'experts sur l'informatique juridique, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France.
- 1993 Coordonnateur universitaire, orateur principal et Président de la session, Conférence internationale sur la criminalité transfrontière – La coopération internationale sous un angle euroméditerranéen, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice, Malte.
- 1993 Participant à un séminaire sur les médias, la justice et la criminalité, Institut international des hautes études en sciences pénales, Noto, Italie.
- 1993 Participant, cinquième Congrès international sur l'informatique juridique, Cour suprême italienne, Rome.
- 1992-2000 Chef de la délégation maltaise pour les neuf réunions annuelles de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, Vienne.
- 1992 Nommé Représentant permanent du Gouvernement maltais auprès de la Commission des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.
- 1992 Présentation d'un rapport lors de la table ronde intersessions organisée pendant la réunion du Comité de recherche sur les études judiciaires comparées de l'Association internationale de sciences politiques, Forlì, Italie.
- 1992 Président, jury d'examen des candidats à l'exercice de la fonction de notaire public.
- 1991 Chef de la délégation maltaise, première réunion du Groupe de travail interministériel des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, Vienne.
- 1991 Président de la session, Séminaire sur les troubles mentaux et la criminalité, Institut Philippe Pinel de l'Université de Montréal, Castelvechio Pascoli, Italie.

- 1990 Chef de la délégation maltaise, huitième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane.
- 1990 Orateur principal, Séminaire international sur les techniques de contre-interrogatoires, Associations des barreaux pénaux de Bari et Brindisi, Selva di Fasano, Italie.
- 1988 Participant, quatrième Congrès international sur l'informatique juridique, Cour suprême italienne, Rome.
- 1987-2000 Président du Comité de l'informatique juridique des tribunaux maltais.
- 1985 Chef de la délégation maltaise, septième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Milan.
- 1985 Orateur principal, Forum sur la confidentialité des archives, Comité d'études approfondies, Université de Malte.
- 1984 Orateur principal, Forum sur les aspects juridiques de la toxicomanie et de la lutte contre les drogues, Comité d'études approfondies, Université de Malte.
- 1970-1977 Exercice libéral de la profession d'avocat à Malte.

### C. Autres activités professionnelles et universitaires

- 2000-2001 Président de l'Association maltaise de juristes en faveur de la protection des intérêts financiers de l'Union européenne.
- 1998 Membre du Comité de rédaction du *Mediterranean Journal of Human Rights* publié par la Foundation for International Studies et la faculté de droit de l'Université de Malte.
- 1996-1999 Vice-Chancelier de l'Université de Malte et Président du Conseil de l'Université.
- 1996-1999 Membre du Conseil d'administration de la Foundation for International Studies, Malte.
- 1996 Conférencier occasionnel sur les droits de l'homme et la procédure, faculté de droit, Université de Malte.
- 1996 Chargé de cours à temps partiel, « Comparative Correctional Law », diplôme d'études en matières correctionnelles, Centre de criminologie, Université de Malte.
- 1995 Participant, Réunion annuelle de l'American Society of Criminologists, Boston.
- 1994 Conférencier invité, « The Humanisation of Public International Law », Mediterranean Academy of Diplomatic Studies, Université de Malte.
- 1994 Conférencier, « Some Comments on the International Law Commission's 1991 Draft Code of Crimes Against the Peace and Security of Mankind », Conférence internationale sur la criminalité transfrontière et la coopération internationale dans une perspective européenne, UNICRI, Malte.

- 1992-1993 Conférencier invité, «The Status of the Individual under Public International Law », Academy of Diplomatic Studies, Université de Malte.
- 1992-2000 Représentant du Ministère de la justice, Conseil de l'Institut d'études médico-légales, Université de Malte.
- 1992-2000 Consultant auprès de l'Université de Malte pour l'enseignement de la criminologie.
- 1992-1999 Chargé de cours à temps partiel en criminologie, Université de Malte.
- 1991 Chargé de cours, cours de formation en droits de l'homme et en prévention de la criminalité pour les officiers de la police et de l'armée, Direction pour la prévention du crime et la justice pénale, Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UNICRI) et Foundation for International Studies de l'Université de Malte.
- 1979 Examineur externe en droit public international, en droit constitutionnel, en droit pénal et en procédure pénale, Université de Malte.

#### **IV. Activités publiques**

- 1977-2000 Président de plusieurs commissions d'enquête établies par divers gouvernements successifs en vertu de la loi intitulée Inquiries Act, 1977, afin d'enquêter sur des allégations d'irrégularités dans les affaires publiques.
- 1977-1980 Président du Public Transport Labour Board.

#### **V. Autres activités**

- 1968-1969 Président du Conseil des représentants étudiants, Université de Malte.
- 1964-1968 Secrétaire général du Conseil des représentants étudiants, Université de Malte.

#### **VI. Publications et autres travaux**

##### **A. Articles publiés**

- 2001 «Ratification and Implementation of the Rome Statute – Malta's Approach », Conférence intergouvernementale européenne sur le Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Rome – paru dans « European Conference on the Rome Statute of the ICC, 2001 », publié par No Peace without Justice.
- 1999 « Giovanni Elio Longo – Personal Reminiscences », paru dans Judicial Independence Today – Liber Amicorum, en hommage au juge Giovanni E. Longo, (1999), Giuffrè Editore.
- 1998 « For an Effective International Law: From the Preparatory Committee to the Diplomatic Conference for the Establishment of an International Criminal Court – The Commitment of the International Community », texte rédigé en collaboration avec le professeur David Attard à l'occasion de la Conférence

internationale pour la création d'une cour pénale internationale permanente, Malte (juin 1997), dans le cadre de la campagne intitulée « No Peace Without International Justice » visant à la création d'une cour pénale internationale avant l'année 1998, Malte, paru dans *Towards the Establishment of a Permanent International Criminal Court*, Mediterranean Journal of Human Rights, vol. 2, n° 1, 1998, Foundation for International Studies.

- 1997 « Report of the Maltese Constitutional Court on Freedom of Expression with Special Regard to Mass Media Regulations in the Jurisprudence of the Constitutional Court », texte rédigé pour la dixième Conférence des cours constitutionnelles européennes, Budapest (1996), paru dans *Freedom of Expression in the Jurisprudence of Constitutional Courts – National Reports*, vol. II, sous la direction de Peter Paczolay et de Botond Bitskey, Cour constitutionnelle de Hongrie, Budapest.
- 1997 « Report of the Maltese Constitutional Court on the Notion of Separation of Powers regarding the Constitutional Court's Jurisdiction in Malta », texte rédigé pour la dixième Conférence des cours constitutionnelles européennes, Budapest (1996), paru dans *Separation of Powers in the Jurisprudence of Constitutional Courts – National Reports*, vol. III, sous la direction de Peter Paczolay et de Botond Bitskey, Cour constitutionnelle de Hongrie, Budapest.
- 1995 « The Judiciary and Politics in Malta » – texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger, présenté à la rencontre de la table ronde provisoire du Comité de recherche en études judiciaires comparées, de l'Association internationale de science politique, Forli, Italie (1992), paru dans *The Global Expansion of Judicial Power*, sous la direction de C. Neal Tate et de Torbjörn Vallinder, New York University Press.
- 1995 *Criminal Justice Policies in Malta* : Rapport national de Malte à la neuvième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, Le Caire (1995), Government Printing Press, Malte.
- 1993 « Significant Landmarks in the History of the Development of Human Rights and Fundamental Freedoms in Malta », texte paru dans *Human Rights and Crime Prevention*, UNICRI, Rome.
- 1992 « The Protection of Judges from External Political, Economical and Social Influences and from Violence – The Malta Experience » – texte rédigé pour la première Commission d'étude de l'Association internationale des juges, Helsinki (1990), paru dans *The 33rd Meeting of the International Association of Judges – National Reports*, sous la direction de Hannu Kiuru, Association des juges finlandais, Helsinki.
- 1990 *Criminal Justice in Malta* : Rapport national de Malte à la huitième Conférence des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, La Havane (1990) – Government Printing Press, Malte.

## B. Travaux en cours

« The Right to a Fair Hearing in the Practice of the ICTY » à paraître dans le Mediterranean Journal of Human Rights.

**C. Autres travaux**

- 1999 « Maltese Law and Commercial Fraud », treizième Conférence internationale de la Société internationale pour la réforme du droit pénal en matière de fraudes commerciales et financières, Malte.
- 1998 « Drug Abuse, Criminal Behaviour and Punishment : Balancing Punishment, Deterrence and Societal Reintegration », Malte.
- 1996 « Limitations in the Protection of Human Rights in Malta », texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger pour la rencontre de la table ronde provisoire du Comité de recherche en études judiciaires comparées de l'Association internationale de science politique, Sherbrooke, Canada.
- 1994 « The Administration of the Judiciary in Malta », texte rédigé pour la rencontre de la première Commission d'études de l'Association internationale des juges, Athènes.
- 1994 « The Judiciary and Political Corruption in Malta » – texte rédigé en collaboration avec le professeur Nancy Grosselfinger pour la rencontre de la table ronde provisoire du Comité de recherche sur les études judiciaires comparées de l'Association internationale de science politique, Florence.
- 1992 « La Donna Nelle Attività Intellettuali » – discours liminaire du trente-huitième Séminaire du Centro Internazionale Magistrati Luigi Severini, Pérouse, Italie.
- 1992 « The Rationale of Judicial Decisions in Civil Cases under the Maltese System », texte rédigé pour la rencontre de la première Commission d'étude de l'Association internationale des juges, Séville, Espagne.
- 1991 « Methods of Elaboration of Judicial Decisions in Malta » – texte rédigé pour la rencontre de la première Commission d'étude de l'Association internationale des juges, Crans-Montana, Suisse.
- 1990 « The Art of Cross-Examination in Criminal Proceedings in Malta » – Séminaire international sur les techniques de contre-interrogatoire, Selva di Fasano, Italie.

**VII. Langues****A. Langue maternelle**

Maltais : Lu, écrit et parlé couramment.

**B. Autres langues**

Anglais : Lu, écrit et parlé couramment.

Italien : Lu, écrit et parlé couramment.

Français : Bonne connaissance pour la lecture et niveau débutant pour la conversation et l'écriture (généralement capable de suivre une conversation).

Espagnol : Bonne connaissance pour la lecture et la conversation et niveau débutant pour l'écriture (généralement capable de suivre une conversation).

### VIII. Autres renseignements pertinents

#### A. Bourses, distinctions honorifiques et subventions

- 2000 (CIES) Subvention de recherche Fulbright pour universitaires. Invité, à Rutgers University School of Law, Camden, NJ, États-Unis d'Amérique.
- 1999 Médaille pour services rendus remise par la Société internationale pour la réforme du droit pénal.
- 1993 Invité du professeur M. Cherif Bassiouni, De Paul University (Human Rights Law Institute) (Chicago), pour présenter une série de deux conférences consistant en une étude comparée de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme avec celle de la Cour constitutionnelle de Malte et de la Cour suprême des États-Unis en ce qui concerne la liberté d'expression.
- 1992 Invité du professeur Walter M. Murphy, titulaire de la chaire McCormick de jurisprudence au Department of Politics de Princeton University, New Jersey, pour présenter une conférence portant sur l'examen judiciaire à Malte, dans le cadre du Colloque sur le constitutionnalisme.
- 1988 Services américains d'information (Programme de visiteurs), pour étudier le système de traitement des données juridiques en place dans plusieurs tribunaux et cabinets d'avocats américains et pour rencontrer les membres de la magistrature.
- 1988 Rencontre privée avec le juge en chef émérite Warren Burger de la Cour suprême des États-Unis.
- 1988 Boursier du Gouvernement britannique, Programme de visiteurs, pour étudier les systèmes de traitement des données juridiques en place dans les tribunaux du district de Londres.
- 1980 Boursier des services américains d'information, Séminaire de Salzbourg, Service d'études juridiques américaines – droit constitutionnel – Salzbourg.
- 1969 Boursier du British Council pour effectuer des études universitaires supérieures en droit constitutionnel et administratif à l'Université de Londres.
- 1964 Boursier du Gouvernement italien pour améliorer sa connaissance de l'italien à l'Universita' del Sacro Cuore à Rome.

#### B. Autres renseignements personnels

**État civil :** marié, deux filles (28 et 25 ans).

**Adresse professionnelle :** Judges Chambers  
I.C.T.Y.  
Churchillplein 1  
2517 JW – La Haye  
Pays-Bas

**Adresse personnelle :** « Madaros »  
Dun Manwel Zammit Street  
Siggiewi - ORM 12  
Malte

Zwolsestraat 1H  
2587 TX – La Haye  
Pays-Bas

**Adresse électronique :** <agiusc@un.org>

**Numéros de téléphone et télécopie :**

Aux Pays-Bas : Bureau : (+31) 70 512 8625

Domicile : (+31) 70 350 8892

Portable : (+31) 6 512 71443

À Malte : Domicile : (+356) 21 467771

Portable : (+356) 99 421327

## Jean-Claude Antonetti (France)

**Nom :** Jean-Claude Antonetti  
**Date et lieu de naissance :** Pau 64 (France), 13 juillet 1952  
**Situation de famille :** Marié – deux enfants

### Diplômes

- Licence d’histoire géographie
- Maîtrise de sciences politiques
- Auditeur de justice à l’École nationale de la Magistrature
- Auditeur de la 37<sup>e</sup> session nationale de l’Institut des Hautes études de Défense nationale (IHEDN)

1 <sup>er</sup> novembre 1964- 1 <sup>er</sup> janvier 1973	Instituteur en Seine-Saint-Denis et à Paris
1 <sup>er</sup> janvier 1973- 1 <sup>er</sup> février 1977	Attaché d’Administration centrale, Ministère de l’intérieur (Préfecture de Paris)
21 janvier 1977	Substitut du Procureur de la République près le Tribunal de Grande Instance d’Evry (91)
20 décembre 1979	Magistrat à l’Administration centrale du Ministère de la justice – Affecté au bureau de la détention de la direction de l’Administration pénitentiaire – Chef de Cabinet du Directeur de l’Administration Pénitentiaire (MM. Dablanc et Zakine) – Chef de Cabinet du Directeur des affaires civiles et du Sceau (M. Denoix de Saint-Marc) – Affecté au bureau du droit international de la Direction des affaires civiles et du Sceau
1 <sup>er</sup> octobre 1982	Chef du Service de la Législation étrangère au Ministère de la justice
1983-1984	Rapporteur à la Commission des recours des réfugiés politiques
1984-1 <sup>er</sup> octobre 1986	Conseiller juridique au Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne (SGCI) (M <sup>me</sup> Elisabeth Guigou)

1 <sup>er</sup> octobre 1986	Chargé de mission au Cabinet du Garde des Sceaux, Ministre de la justice et Chef du Service de la communication du Ministère de la justice (M. Albin Chalandon)
8 septembre 1987	Procureur de la République près le Tribunal de Grande instance de Senlis (60)
21 octobre 1991	Vice-Président du Tribunal de Grande instance de Paris
9 juin 1995	Conseiller technique chargé de la justice et des droits de l'homme au Cabinet du Premier Ministre (M. Alain Juppé)
1 <sup>er</sup> avril 1998	Conseiller technique chargé de la justice à la présidence de la République (M. Jacques Chirac)
4 juillet 2002	Président de Chambre à la Cour d'appel de Paris
1 <sup>er</sup> octobre 2003	Juge permanent au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie
<b>Décorations</b>	Médaille pénitentiaire Médaille de la protection judiciaire de la jeunesse Chevalier de l'Ordre national du Mérite

### Activités internationales

1980	Mission d'étude au Québec sur la délinquance des jeunes (Office franco-québécois de la jeunesse)
1981	Mission d'étude du système pénitentiaire américain (États-Unis et Canada)
1982	Chef du Service de législation étrangère du Ministère de la justice
1983	Membre de la délégation française à la Conférence Unidroit à Genève sur la représentation commerciale
1983-1984	Magistrat au Bureau du droit international du Ministère de la justice – suivi des dossiers internationaux (droit international privé et droit public international) – Cour européenne des droits de l'homme
1984-1986	Conseiller juridique au SGCI – Suivi des dossiers européens (Conseil européen, Conseil justice et affaires intérieures) – Direction de l'équipe de révision du Traité de Rome (Acte Unique) – Préparation des mémoires de la France devant la Cour de justice des communautés européennes à Luxembourg

---

1986-1987	Chargé de mission au Cabinet du Garde des Sceaux pour le suivi des dossiers internationaux
1987-1991	Jugements de dossiers de terrorisme (IRA, Iraniens, Kurdes)
Mai 1994	Observateur électoral pour l'ONU au Salvador
1996-1997	Suivi au Cabinet du Premier Ministre de dossiers judiciaires à connotation internationale – Extraditions – Entraide judiciaire internationale – Spoliation des biens juifs – Emprunts russes – Terrorisme
Depuis 1998	Suivi au Cabinet du Président de la République de dossiers judiciaires nationaux et internationaux
<b>Langues étrangères</b>	Espagnol – Anglais

## **Iain Bonomy (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)**

Iain Bonomy; né à Motherwell (Écosse), le 15 janvier 1946; citoyen britannique. Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.

École secondaire Dalziel, Motherwell [1958-1964].

Université de Glasgow, Bachelor of Laws\_[Mention] [1964-1968].

Avoué stagiaire, Conseil municipal d'East Kilbride [1968-1970].

Associé du cabinet d'avocats Ballantyne et Copland, Motherwell, Glasgow, etc. [1971-1983].

Avocat [1984-1993].

Membre du Queen's Counsel [1993].

Conseiller dans l'instruction des affaires criminelles (Advocate Depute) [1990-1996].

Conseiller principal dans l'instruction des affaires criminelles (Home Advocate Depute) [1993-1996]

Avocat général principal lors de l'enquête sur la fusillade de Dunblane (au cours de laquelle des écoliers et leur institutrice avaient été tués) [1996].

Senator of the College of Justice [Juge à la cour suprême en matière civile et à la cour suprême en matière pénale, les plus hautes instances de l'appareil judiciaire écossais] [1997-2004].

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie [depuis juin 2004].

En tant qu'Advocate Depute, Iain Bonomy a été membre d'une équipe d'avocats de l'accusation plaidant exclusivement devant la Cour suprême de justice (High Court of Justiciary). Il a dirigé cette équipe en tant que Home Advocate Depute. Dans ce cadre, il a notamment examiné les preuves rassemblées lors de l'instruction de résidents écossais accusés de crimes de guerre. À l'époque, un Advocate Depute consacrait environ 75 % de son temps de travail au Crown Office, le Ministère public écossais. Dans l'exercice de ses fonctions au Crown Office, il a participé à la préparation et à la présentation de dossiers dans les affaires pénales les plus graves, telles que meurtres, infractions majeures à la loi sur le mauvais usage des drogues (*Misuse of Drugs Act*) et associations de malfaiteurs, et a représenté le Ministère public lors de procédures d'appel en matière pénale.

En tant que juge au sein des plus hautes instances judiciaires d'Écosse, Lord Bonomy a siégé régulièrement, de janvier 1997 à mai 2004, à l'audience d'affaires civiles et pénales en première instance et, parfois, en appel. Au cours de cette période, environ 70 % de son temps a été consacré à des procédures pénales en première instance. Le principal critère considéré lorsqu'une affaire est instruite devant la Cour suprême de justice est que la peine prononcée dépassera trois ans.

Lord Bonomy est l'auteur d'un ouvrage intitulé « Improving Practice – The 2002 Review of the Practice and Procedure of the High Court of Justiciary ». Les conclusions de ce rapport sont en train d'être appliquées sur le plan législatif par le Parlement écossais. Ce rapport et ces dispositions législatives impliquent une évaluation complète de tous les aspects de la procédure suivie dans l'instruction des infractions pénales graves.

Lord Bonyon participe régulièrement à des conférences sur l'enlèvement international d'enfants et à des séminaires juridiques sur le rôle du juge à la Deutsche Richterakademie.

## **Liu Daqun (Chine)**

Churchillplein 1, 2517 JW  
Boîte postale 13888, EW  
Téléphone : 0031 70 512 5089  
Télécopie : 0031 70 512 5252  
Adresse électronique : <Liu.ICTY@un.org>  
La Haye (Pays Bas)

**Date et lieu de naissance** : le 20 septembre 1950, dans la province de Shandong (Chine)

### **Études**

B. A., Département d'anglais, Institut des langues étrangères de Beijing (1977)  
Certificat de droit international, Institut des affaires étrangères (Beijing) (1978)  
Maîtrise de droit international et de relations internationales, Fletcher School of Law and Diplomacy, Tufts University (États-Unis d'Amérique) (1986)

### **Expérience professionnelle**

Président de la Chambre de première instance I du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (depuis 2001)

Réélu au poste de juge par l'Assemblée générale en 2001

Nommé juge du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies en 2000

Ambassadeur de la République populaire de Chine en Jamaïque (1999-2000)

Représentant permanent de la République populaire de Chine auprès de l'Autorité internationale des fonds marins (1999-2000)

Directeur général adjoint, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères (1993-1999)

Directeur de la Division du droit international, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères (1991-1993)

Directeur de la Division du droit de la mer, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères (1988-1991)

Directeur de la Division de droit international privé, Département des traités et du droit, Ministère des affaires étrangères (1982-1988)

Juriste dans un cabinet d'avocats à Washington (Pillsbury, Madison et Sutro, 1986-1987)

Juriste à l'Ambassade de Chine en Islande (1978-1982)

### **Fonctions universitaires**

Professeur de droit international :

Université chinoise de droit et de sciences politiques (depuis 1994)

Faculté de droit de l'Université de Wuhan (depuis 1997)  
 Faculté de droit de l'Université de science et de technologie de Huazhong (depuis 2000)  
 Institut des affaires étrangères (Beijing) (depuis 2000)  
 Professeur associé de la faculté de droit de l'Université de Renmin (depuis 2003)  
 Membre exécutif de la Société chinoise de droit international (depuis 1982)  
 Membre exécutif de la Société chinoise de droit de l'environnement (depuis 1988)  
 Membre exécutif de la Société chinoise de droit de la mer (depuis 1990)

### **Conférences**

Chargé de cours sur le droit international relatif aux droits de l'homme, faculté de droit de l'Université de Renmin (1989)  
 Chargé de cours sur le droit international relatif à l'environnement, Centre pour l'environnement, Université de Wuhan (1990)  
 Chargé de cours sur le droit de la mer, Institut de droit de l'Académie chinoise de sciences sociales (1992-1995)  
 Chargé de cours sur la création d'une cour pénale internationale, faculté de droit de l'Université de Beijing (1997-1998)  
 Chargé de cours sur le droit pénal international, faculté de droit de l'Université de Renmin (2002-2004)  
 Chargé de cours sur la jurisprudence des tribunaux pénaux internationaux, faculté de droit de l'Université de Hong Kong (2002)

### **Séminaires**

Le développement progressif du droit international (1990), Société chinoise de droit international (Beijing)  
 Les fondements juridiques du patrimoine commun de l'humanité (1992), Gouvernement jamaïcain, Montego Bay (Jamaïque)  
 Évolution du droit international de l'environnement (1993), Programme des Nations Unies pour l'environnement (Nairobi)  
 Le statut juridique des réfugiés (1996), Comité consultatif juridique afro-asiatique (New Delhi)  
 Juridiction universelle (2000), Société chinoise de droit international, Wuhan (Chine)  
 Statut de Rome et législation chinoise (2001), Université de Renmin (Beijing)  
 Procédure pénale dans les tribunaux internationaux (2001), Université de Tsinghua (Beijing)  
 Évolution du droit pénal international (2002), Université de Hong Kong  
 Les difficultés rencontrées par les cours et tribunaux pénaux internationaux (2003), Université d'Europe, Florence (Italie)

La Cour pénale internationale et la Chine (2003), Société chinoise de droit international (Beijing)

### **Édition**

Membre du comité d'édition du *Journal of International Criminal Justice* (depuis 2002)

Membre honoraire du comité d'édition de *Journal chinois de droit international* (depuis 2003)

### **Activités sur le plan international**

Membre et conseiller juridique de la délégation chinoise aux réunions et conférences ci-après :

Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1986, 1989, 1993 et 1995)

Conférence de La Haye sur le droit international privé (1987 et 1996)

Conférence diplomatique sur la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes (1998)

Conférences du Comité consultatif juridique afro-asiatique (1984, 1987, 1989, 1990 et 1996)

Conférences sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (1993, 1994 et 1995)

Conférence sur la Convention sur la diversité biologique (1993)

Conférence sur la Convention sur la lutte contre la désertification (1994)

Conférences sur la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (1990, 1994, 1997 et 1999)

Conférence de plénipotentiaires sur la création d'une cour pénale internationale (chef adjoint de la délégation chinoise et responsable des négociations) (1998)

### **Principales publications**

*Ouvrages :*

*Le droit des organisations internationales*, Presses de l'Université de Beijing (1995)

*Les derniers progrès du droit international*, Presses de l'Académie chinoise de sciences sociales (1997)

*Commentaire de la Charte des Nations Unies*, Éditions pédagogiques, province de Shanxi (1999)

*Droit pénal international*, Encyclopédie chinoise (2004)

*Les crimes internationaux*, Presses juridiques de Chine (à paraître en 2005)

*Commentaire du Statut de Rome de la Cour pénale internationale*, Presses juridiques de Chine (à paraître en 2005)

*Articles*

La contribution et le rôle du Comité consultatif juridique afro-asiatique au développement du droit, *International Studies*, vol. 2, 1987

L'extradition, *Journal chinois du droit*, vol. 1, 1989

L'évolution du droit international de l'environnement, *Legal Science Monthly*, vol. 2, 1990

Les amendements au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, *China's Environment Science*, vol. 1, 1990

La Chine et le droit international de l'environnement, *China's Environment Science*, vol. 3, 1990

L'évolution du droit international de l'environnement, *China's Law Review*, vol. 3, 1991

Les fondements du droit international de l'environnement, *Wuhan University Journal*, vol. 2, 1991

Du droit international protégeant la faune et la flore, *Annuaire chinois de droit international*, 1991

La procédure de vote au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, *Journal chinois du droit*, vol. 2, 1992

L'Organisation des Nations Unies et les organisations régionales, *Annuaire chinois de droit international*, 1993

La réforme de l'Organisation des Nations Unies, *Annuaire chinois de droit international*, 1995

Commentaire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, *Annuaire chinois de droit international*, 1995

Création d'une cour pénale internationale, *Annuaire chinois de droit international*, 1997

L'établissement de l'acte d'accusation par le Procureur de la future cour pénale internationale, *Journal chinois du droit*, vol. 3, 1998

Du génocide, *Wuhan University Journal*, vol. 4, 2000

L'évolution du droit pénal international, *Jurists Review*, vol. 2, 2000

Le rôle des juges des tribunaux pénaux internationaux, *Jurists Review*, vol. 3, 2001

La notion de crimes contre l'humanité, *Criminal Law Review*, Université de Beijing, vol. 3, 2002

La défense devant un tribunal pénal international, *Law Application*, vol. 4, 2003

L'accord de plaider devant un tribunal pénal international, *Criminal Law Review*, vol. 4, 2003

Le crime d'agression, *Criminal Law Review*, Université de Beijing (à paraître)

## **Mohamed Amin El Abbassi El Mahdi (Égypte)**

Date et lieu de naissance : le 24 novembre 1936, au Caire

### **Carrière professionnelle**

Décoré de l'« Ordre de la République de première classe », juillet 2001

Juge permanent à la Chambre de première instance I du TPIY depuis novembre 2001

Membre du Comité du règlement du Tribunal

Président du Conseil d'État depuis juillet 2000 et Président du Tribunal administratif suprême

Président de la Section de la législation du Conseil d'État, chargé de réviser tous les projets de loi ou de règlement avant qu'ils soient présentés à l'Assemblée du peuple, 1998

Président des deuxième et troisième commissions de la Section d'avis du Conseil d'État

Membre de plusieurs sections du Conseil d'État depuis 1956

Président du Tribunal administratif et responsable de la première section du Tribunal, 1999

Membre du Tribunal administratif et du Tribunal administratif suprême, de 1979 à 1991

Membre du Conseil d'administration de la faculté de droit de l'Université du Caire

Membre du Conseil d'administration de la faculté de droit de l'Université Ain Shams

Professeur associé à la faculté de droit de l'Université du Caire

Chargé de mission au Koweït en tant qu'expert du droit constitutionnel auprès de l'Émir, de 1994 à 1997

### **Diplômes universitaires**

Diplôme d'études supérieures (troisième cycle universitaire) de droit public délivré par la faculté de droit de l'Université de Paris II, 1971

Certificat de l'École nationale d'administration (Paris), 1967

Études du troisième cycle en économie politique (diplôme d'économie politique), 1958

Études du troisième cycle en droit public (diplôme de droit public), 1957

Diplômé avec mention de la faculté de droit de l'Université du Caire, 1956

## Missions et ouvrages publiés

### *Missions*

Participant à la Conférence internationale organisée par le CICR au Caire en avril 2003, consacrée à l'élaboration des dispositions d'un article commun (1) aux Conventions de Genève

A présenté une étude sur les conflits armés internationaux et non internationaux à la Conférence internationale tenue par le CICR à Damas en décembre 2003 et a donné une conférence sur la jurisprudence du tribunal à la conférence organisée par le CICR au Liban en avril 2004.

Arbitre de plusieurs affaires, sous les auspices du Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI) (son opinion dissidente dans l'affaire *Middle East Southern Pacific Properties c. République arabe d'Égypte* a été publiée dans la revue du CIRDI : vol. 8, n° 2, automne 1993, p. 400 à 494) et sous les auspices du Centre régional pour le règlement de différends commerciaux, au Caire

Membre de l'équipe des avocats de la défense devant la Cour d'arbitrage de Genève pour le différend entre l'Égypte et Israël concernant l'emplacement exact des poteaux marquant la frontière dans la région de Tabaa

Membre de l'équipe des avocats de la défense de la Régie égyptienne des transports souterrains devant le Tribunal arbitral de la Chambre de commerce internationale dans l'affaire du différend concernant la construction de la première ligne de métro au Caire

Membre de l'équipe d'observateurs désignée par l'Agence de la francophonie pour surveiller des élections, par exemple aux Seychelles et en Haïti

Participant à plusieurs rencontres organisées par l'Agence de la francophonie sur le thème « Droit et démocratie »

Participant à deux tables rondes sur le développement économique et social organisées sous les auspices de la Fondation Ford (Liban, 1968 à 1970)

Au fil de sa carrière professionnelle : consultant auprès de divers ministères égyptiens et de différentes administrations du pays, notamment les Ministères de la justice, des affaires étrangères et des finances, ainsi qu'auprès de l'Office des investissements et de l'Agence centrale d'organisation et d'administration

### *Ouvrages publiés*

Études en arabe portant sur le droit international humanitaire, à l'occasion de la conférence tenue au Caire en novembre 1999 pour marquer le cinquantième anniversaire des quatre Conventions de Genève de 1949 relatives au droit international humanitaire et à l'occasion de la conférence sur les mesures à prendre à l'échelon national en vue de la mise en œuvre des règles de la Convention de Genève et des deux Protocoles additionnels de 1977 s'y rapportant, tenue au Caire en octobre 2000

« Le rôle du juge civil dans l'administration de la preuve », présenté lors de la réunion à Bruxelles, en 1984, de l'Institut international de droit d'expression française

« Le rôle du juge administratif dans la protection des droits et des liberté publics », paru dans une plaquette spéciale publiée pour le cinquantième anniversaire du Conseil d'État égyptien

« L'exécutif et l'armée en Amérique latine », paru en 1976 dans la *Revue du Conseil d'État*

« L'Agence centrale d'organisation et d'administration en Égypte », présenté à la table ronde de 1970 au Liban

« Le régime des organisations publiques en Égypte », présenté à la table ronde de 1968 au Liban.

« Le principe de l'égalité en Égypte dans la Constitution et d'après la jurisprudence du Conseil d'État », publié dans *Le juge de l'Administration et les droits fondamentaux dans l'espace francophone*

« Le rôle du Conseil d'État dans la création du droit administratif », sur le point d'être publié par l'Agence de la francophonie.

## **Elhagi Abdulkader Emberesh (Jamahiriya arabe libyenne)**

Nom: Elhagi Abdulkader Emberesh  
 Date et lieu de naissance : Surman (Libye), 1947  
 Nationalité : Libyenne  
 Situation de famille : Marié  
 Poste actuel : Président de la Cour d'appel de Tripoli  
 Langues : Anglais, arabe

### **Études universitaires**

Juin 1971 : Licence de droit de la faculté de droit de l'Université de Libye.

Octobre 1971 : Nommé substitut du Procureur au Ministère de la justice; acquiert une précieuse expérience en exerçant la poursuite dans une large gamme d'affaires pénales : actes de petite délinquance; crimes, tels que le meurtre et autres actes de violence; atteintes au caractère sacré de la famille et atteintes aux droits de l'homme.

1974 : Étudie le droit en France. Obtient un diplôme d'études supérieures de droit général et étudie le droit international, le droit constitutionnel, le droit administratif et d'autres sujets de droit général. S'intéresse particulièrement aux droits de l'homme et à l'immigration des intellectuels et des travailleurs et aux problèmes qu'elle pose en droit international. Présente également une thèse de 190 pages intitulée « Les infractions disciplinaires » qui consiste en une étude comparative de l'infraction pénale et de l'infraction disciplinaire en droits français et libyen. Obtient son diplôme en présentant cette thèse.

1976 : Réintègre l'appareil judiciaire libyen; poursuit essentiellement des infractions pénales, notamment des atteintes aux droits de l'homme et des infractions commises par des groupes criminels organisés contre des personnes ou contre la sécurité de l'État.

Été 1983 : Entre à l'Université de Salford au Royaume-Uni. Étudie principalement le droit international et les organisations internationales, l'Organisation des Nations Unies en général et le Conseil de sécurité en particulier, ainsi que son rôle dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

\* Outre les sujets mentionnés, a présenté un mémoire de recherche de 190 pages sur les organisations internationales, et en particulier la Ligue des États arabes. Sujets étudiés à l'Université de Salford : l'économie internationale et ses problèmes; le commerce international et ses théories; le système monétaire international et les causes de ses fluctuations, et comment les États devraient réagir à l'inflation dans de tels cas. A également étudié les sciences politiques et les relations internationales, et comment les États agissent conformément à leurs intérêts nationaux. A aussi étudié la géographie, et notamment les utilisations des satellites pour

l'obtention de données et les problèmes qu'elles créent en droit international, en particulier lorsqu'elles servent au renseignement militaire ou à la prospection des ressources naturelles, souterraines ou sous-marines.

- \* A obtenu sa maîtrise en présentant une série de minimémoires de recherche à l'Université de Salford en sus du mémoire de recherche principal susmentionné.
- 1991 :
- Obtient son doctorat à la faculté de droit de l'Université de Liverpool. Achève dans les temps sa thèse de 510 pages alors qu'il se partage entre Liverpool et Londres où il fréquente l'Institut de hautes études juridiques à l'Université de Londres. Le sujet de sa thèse de doctorat était le « golfe de Syrte en droit international ». Pour cette thèse, il a dû étudier de nombreuses conventions internationales et de nombreux accords internationaux, ainsi que des études spécialisées et des recherches dans le domaine du droit international.
- \* Invité par l'Université de Londres, il a participé activement à un séminaire économique et juridique tenu à l'Université de Malte avec la coopération de l'Université de Libye.
  - \* En 1991, après avoir obtenu son doctorat, est rentré en Libye pour travailler de nouveau dans le domaine juridique, cette fois en tant que président d'une cour d'appel. A travaillé pendant cette période comme conseiller général à la Cour d'appel de Tripoli où il supervisait toutes les affaires pénales et s'occupait des grandes affaires pénales (assassinats et meurtres, atteintes au caractère sacré de la famille ou à la sûreté de l'État), ainsi que des affaires de violation des droits de l'homme, en particulier les affaires d'usage excessif de la force par la police contre des suspects.
- 2003 :
- Nommé chef de l'Inspection de l'ensemble de l'appareil judiciaire du ressort de la Cour d'appel de Tripoli; est spécialisé dans les enquêtes sur les plaintes contre les personnels des services de détection et de répression, en particulier, les affaires relatives aux droits de l'homme; la liberté et l'indépendance de la magistrature et toutes les questions concernant la nomination et la mutation des magistrats ou les actions disciplinaires contre ceux-ci.
- \* A participé à un certain nombre de séminaires juridiques portant sur différentes branches du droit. A représenté la Libye dans un certain nombre de conférences internationales, dont celle tenu à Londres en juillet 2002 sur le sujet de la modernisation de la justice pénale. À cette conférence, ont été présentés des travaux de recherche concernant la nouvelle conception de la justice pénale, en vue d'inciter les États à coopérer, par le biais de l'échange d'informations et de l'utilisation des nouvelles technologies dans ce domaine, dans la lutte contre la criminalité, à respecter le droit à une procédure régulière et les droits de l'homme des inculpés, et de faciliter les procédures judiciaires.

- 
- \* A écrit sur la conférence susmentionnée un rapport qui traitait également de sujets tels que le terrorisme sous tous ses aspects, et la façon dont les États peuvent le combattre et coopérer à cette fin. La criminalité transnationale organisée était également abordée. La conférence, tout en reconnaissant la diversité des cultures, a souligné l'importance d'une communauté d'objectifs, pour que tous connaissent la paix et la liberté, et de la coopération pour éliminer les menaces contre la paix et la sécurité des peuples et protéger l'économie.
  - \* Était également membre de la délégation libyenne qui a participé aux sessions de travail de la Conférence des ministres arabes de la justice, au cours desquelles a été abordé tout un éventail de questions, dont la coopération entre États arabes pour l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et les protocoles à cette convention. Ont aussi été abordées la coordination entre les États arabes dans les instances internationales au sujet des mesures visant à combattre le terrorisme international, l'élaboration d'un code de procédure pénale arabe unifié, l'élaboration d'une convention destinée à combattre la criminalité transnationale organisée dans le monde arabe, la coordination entre États arabes aux fins de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, l'élaboration d'un projet de convention arabe de lutte contre la corruption, d'un projet de convention arabe de lutte contre le terrorisme et d'un instrument conférant compétence à la Cour pénale internationale pour connaître des infractions auxdites conventions. Des recommandations ont été formulées en vue d'unifier la position des États arabes à cet égard, en particulier devant l'Organisation des Nations Unies.
  - \* M. Emberesh est considéré comme l'un des meilleurs experts dans le domaine du droit en général, et dans ceux du droit pénal et du droit international en particulier. Ayant étudié à la fois en France et en Angleterre, il connaît les systèmes juridiques des deux pays, ainsi que celui de son pays et ceux du monde arabe. Il a présenté de nombreux mémoires de recherche pour obtenir sa maîtrise et son doctorat en Angleterre et une maîtrise en France.
  - \* La diversité des fonctions qu'il a exercées au sein de l'appareil judiciaire libyen, en sus de ses contributions et de ses publications dans le domaine du droit pénal, lui ont permis d'obtenir une vaste et longue expérience du prononcé de jugements fondés sur les principes du droit et de la justice. Il participe aussi activement à la protection des droits de l'homme en Libye.

## **Rigoberto Espinal Irias (Honduras)**

### **État civil**

Nom : Rigoberto Espinal Irias

Lieu de naissance : Comayagua (Honduras)

Date de naissance : 7 septembre 1934

Situation de famille : marié

Nationalité : hondurienne

Domicile : Tegucigalpa (Honduras)

Téléphone portable : 967-3807; fixe : 239-7693

Courrier électronique : <rigobertoespinal69@hotmail.com>

### **Situation actuelle**

Conseiller juridique

Conseiller au Bureau du Procureur général de la République

Professeur titulaire, Université nationale autonome du Honduras

### **Études universitaires**

- Université du Kansas, Lawrence (Kansas), 1967-1969
- Faculté des sciences juridiques, Université nationale autonome du Honduras
- Lycée de garçons Vicente Caceres
- Lycée salésien San Miguel

### **Titres et grades universitaires**

- Maîtrise en sociologie, Université du Kansas, Lawrence (Kansas), octobre 1969;
- Notaire, Cour suprême de justice, 20 octobre 1961;
- Avocat, Cour suprême de justice, 28 septembre 1961;
- Licence en droit et sciences sociales, Université nationale autonome du Honduras, 23 mai 1961;
- Certificat d'études secondaires de sciences et de lettres humaines, lycée Vicente Caceres, 30 avril 1953;
- Cours de pédagogie universitaire, Université nationale autonome du Honduras, 1977 et 2003;
- Cours de direction urbaine, Southern Methodist University, Dallas (Texas), 1968.

**Expérience professionnelle**

- Directeur du Département des affaires juridiques, Conseil municipal du District central du Honduras, 1998-1999;
- Juge titulaire, Cour suprême de justice, 1990-1994, 1994-1998;
- Juge ad hoc, Cour interaméricaine des droits de l'homme, 1987-1989;
- Juge suppléant, Cour suprême de justice, 1970-1971;
- Juge suppléant, Cour d'appel du travail, 1984-1987;
- Juge du Tribunal du travail, Tegucigalpa, 1962-1965;
- Juge de paix en matière pénale, Tegucigalpa, 1959-1961;
- Stagiaire au cabinet d'avocats Tito Livio Tabora, Jose Pineda Gómez, Santos Tercero Palma y Ramón Flores Gúzman.

**Postes universitaires**

- Secrétaire général de l'Université nationale autonome du Honduras, 1971-1973;
- Vice-doyen de la faculté de droit, 1970-1973;
- Chef du Département des sciences sociales, Centre universitaire d'études générales, Université nationale autonome du Honduras, 1971;
- Chef du Département de théorie et d'histoire, 2000;
- Coordonnateur des carrières juridiques, 2003.

**Enseignement**

- Droit professionnel pénal;
- Droit pénal I et II;
- Criminologie;
- Sociologie;
- Droit international public;
- Droit international privé;
- Droit constitutionnel;
- Droit administratif I;
- Histoire des idées politiques;
- Histoire du droit;
- Droit civil III, IV et V;
- Droit du travail I et II;
- Pratique de la procédure et procédures du droit du travail;
- Droit notarial I et II;
- Méthodologie et technique de la recherche juridique.

### **Services consultatifs**

- Confédération des travailleurs du Honduras;
- Syndicat des travailleurs des télécommunications;
- Syndicat des employés de l'Université nationale autonome;
- Syndicat des employés de l'Institut de sécurité sociale du Honduras;
- Syndicat des employés de l'Institut national de l'agriculture;
- Ordre des médecins du Honduras, 1973-1989;
- Consultations juridiques auprès de la Fondation des organismes privés de développement du Honduras (FOPRIDEH), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du Congrès national;
- Consultant pour le stage national de formation aux travaux des tribunaux de justice, 2002, 2003.

### **Publications**

- *El Sistema de Justicia de Honduras*;
- *La Senda del Jurista*;
- *El Juez y el Desarrollo de la Democracia*;
- *La Organización de la Corte Interamericana de Derechos Humanos*;
- *El Proyecto Lempira*;
- Essais de philosophie juridique parus dans la revue de droit de l'ordre des avocats;
- Recherches pour l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, 1987.

### **Autres activités intellectuelles**

- Chronique au journal *El Herald*, 1982-1993;
- Rédacteur de la revue *Padre Trino*, 1959-1960;
- Membre de l'ordre des avocats du Honduras depuis sa fondation;
- Membre de la Société des gens de lettres du Honduras, 1982-1986.

### **Congrès et conférences**

- Conférence internationale de San Salvador (El Salvador) organisée par l'Assemblée nationale constituante de 1982 et l'Université d'El Salvador, 1984;
- Conférence internationale pour l'unité des sciences, Séoul (République de Corée), 1982, Philadelphie (États-Unis d'Amérique), 1983, Chicago (États-Unis d'Amérique), 1984;
- Conférence mondiale des moyens de communication, Tokyo (Japon), 1985, en qualité de chroniqueur de *El Herald*;

- Congrès latino-américain de sociologie, Copán (Honduras);
- Séminaire de formation sur le thème « Administration du système judiciaire », Tegucigalpa, 14 février 1997;
- Invité par la Fondation Konrad Adenauer aux conférences sur l'état de droit de Berlin (Allemagne), 1993;
- Visite à Londres à l'invitation de S. M. Elizabeth II;
- Réunion des présidents de cour suprême, Mérida (Espagne), 1990;
- Réunion des présidents de cour suprême, Buenos Aires (Argentine), 1994.

### **Comités**

- Comité du Conseil judiciaire centroaméricain;
- Comité d'étude de la création de la Cour de justice d'Amérique centrale;
- Commission ad hoc de haut niveau de 1993;
- Coordonnateur de la Commission pour la réforme du système judiciaire et de l'ordre juridique, 1993-1997;
- Commissions législatives collaborant à la rédaction des textes de loi (blanchiment d'argent, lutte contre les stupéfiants, justice constitutionnelle);
- Comité d'experts chargés d'élaborer la loi du ministère public, constitué par le Président de la République, M. Rafael Leonardo Callejas, 1993;
- Commission technique chargée de rédiger les statuts de l'Université nationale autonome du Honduras.

### **Distinctions**

- Médaille d'or « Jose Cecilio del Valle », Université nationale autonome du Honduras;
- Distinctions honorifiques de différentes institutions honduriennes et étrangères.

### **Autres activités**

Enseignement du droit pénal militaire et de la législation militaire au premier bataillon d'infanterie (1956-1958), en qualité de sergent technique.

### **Pays visités**

Japon, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République fédérale d'Allemagne, Espagne, États-Unis d'Amérique, îles Caïmanes, Mexique, Belize, Guatemala, El Salvador, Costa Rica, Panama, Colombie, Pérou, Chili, Argentine, Uruguay, Brésil et Bolivie.

### **Langues**

Anglais, allemand.

L'avocat hondurien Rigoberto Espinal Irias est réputé parmi les juristes internationaux pour sa respectabilité, son indépendance, son impartialité et l'honnêteté dont il fait preuve dans l'exercice de ses fonctions, comme il l'a montré dans ses fonctions de juge ad hoc de la Cour américaine des droits de l'homme, où il a siégé dans le procès *Angel Manfredo Velázquez et Saul Godínez Cruz c. la République du Honduras*, dont l'issue a été défavorable à son propre pays. Cette attitude lui a valu une grande notoriété parmi ses confrères qui travaillent dans le domaine des droits de l'homme.

Il est également considéré comme un auteur de talent, avec à son actif *El Sistema Judicial* (Le système judiciaire) 1990 et d'autres ouvrages, dont *El Juez y el Desarrollo de la Democracia* (Le juge et le développement de la démocratie), publiés par l'Institut interaméricain des droits de l'homme de San José (Costa Rica); *La Organización de la Corte Interamericana de Derechos Humanos* (l'organisation de la Cour interaméricaine des droits de l'homme), San José (Costa Rica) et *La Senda del Jurista* (Le chemin du juriste), paru dans la revue de droit de l'Université San Marcos de Lima (Pérou). Il a également collaboré à un projet universitaire international en hommage à M. Hector Fix-Zamudio, juriste internationalement reconnu. Il est aussi l'auteur de multiples articles parus dans de nombreux magazines et les quotidiens honduriens *El Heraldo* et *La Tribuna*.

Il a siégé à la Cour suprême de justice du Honduras pour deux mandats consécutifs, de 1990 à 1994 et de 1994 à 1998. Après ses fonctions de magistrat, il a organisé le service juridique de la municipalité du District central du Honduras à Tegucigalpa, pour joindre ensuite le ministère public de la République en qualité de conseiller du Procureur général; il a pris ses fonctions en 1999 et les occupe encore aujourd'hui.

Il a collaboré avec l'Agence espagnole de coopération internationale (ACI) en qualité de consultant pour la formation des juges selon le nouveau Code de procédure pénale du Honduras. Il a aussi participé aux recherches juridiques de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD), du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de l'Agence pour le développement international des États-Unis (USAID).

Dans l'accomplissement des fonctions qu'il a assumées dans le cadre d'initiatives législatives liées à des projets comme la *Ley Contra el Lavado de Activos* (loi contre le blanchiment d'argent), la *Ley de Justicia constitucional* (loi sur la justice constitutionnelle), la *Ley orgánica del poder judicial* (loi portant organisation du pouvoir judiciaire) et d'autres projets de lutte contre la criminalité organisée, il a fait preuve d'une grande créativité, du sens de la discipline et d'un dévouement sans réserve à la mission qui lui était confiée. Ses résultats lui ont valu le respect et la gratitude de ses collaborateurs et de ses supérieurs.

Sa carrière universitaire a également été couronnée de succès. Il a enseigné à la faculté de droit du Honduras pendant plus de 30 ans et a donné, au niveau des études avancées, des cours sur les droits de l'homme et la procédure pénale. Ses activités dans le domaine du droit pénal ont commencé alors qu'il enseignait le droit pénal et la procédure pénale.

Il a été juge de paix au pénal à Tegucigalpa et juge de première instance au Tribunal pénal du troisième circuit de Tegucigalpa.

M. Rigoberto Espinal Irias est sans conteste un juriste aux multiples talents et qui jouit d'une bonne santé physique et mentale.

## O-gon Kwon (République de Corée)

Nom : KWON O-Gon

Date de naissance : 2 septembre 1953

Nationalité : coréenne

Lieu de naissance : Cheongju, Corée

État matrimonial : marié, trois enfants

Adresse permanente : Zanderijlaan 8, 2242 GV Wassenaar, Pays-Bas

Adresse professionnelle : Churchillplein 1, 2517 JW La Haye, Pays-Bas

Adresse électronique : <ogon@chol.com>

### Études

- |           |  |
|-----------|--|
| 1984-1985 | Maîtrise en droit, Harvard Law School (États-Unis d'Amérique)  |
| 1977-1979 | Stagiaire au barreau, Institut de recherche juridique et de formation, Cour suprême de Corée (Chief Justice Award) |
| 1976-1978 | Maîtrise en droit, Institut des hautes études de l'Université nationale de Séoul                                   |
| 1972-1976 | Licence en droit, faculté de droit de l'Université nationale de Séoul ( <i>Magna cum laude</i> )                   |

### Carrière

#### *Tribunal international*

- |                      |   |
|----------------------|---|
| De 2001<br>à ce jour | Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie; membre de la troisième chambre de première instance, siégeant au procès de Slobodan Milošević |
|----------------------|---|

#### *Carrière judiciaire en Corée*

- |           |   |
|-----------|---|
| 2000-2001 | Président, haute cour de Taegu  |
| 1999-2000 | Président, tribunal de Séoul  |
| 1997      | Président de la Chambre pénale de première instance du tribunal de Séoul, section Est |
| 1995-1997 | Président de la chambre pénale de première instance du tribunal de Suwon              |
| 1993-1995 | Président de la chambre d'appel pénale, tribunal de Changwon                          |
| 1988-1990 | Juge, haute cour de Taegu   |
| 1986-1988 | Juge unique, tribunal pénal de Séoul, troisième chambre                               |
| 1979-1980 | Juge, tribunal civil de Séoul   |

*Autre expérience professionnelle*

- 1997-1999      Directeur de la recherche, Cour constitutionnelle de la République de Corée
- 1992-1993      Conseiller, Cour suprême
- 1990-1992      Directeur de la planification, Ministère de l'administration des tribunaux, Cour suprême
- 1986-1988      Juge unique, tribunal pénal de Séoul, troisième chambre
- 1980-1984      Conseiller juridique assistant auprès du Président de la République de Corée

*Autres fonctions assumées*

- 1999-2000      Président de la Commission électorale de Sung-dong Ku, Séoul
- 1996-1997      Président de la Commission électorale de Kwon-sun Ku, Suwon
- 1994-1995      Président de la Commission d'arbitrage de la presse de la province de Kyung-nam

**Activités académiques**

**Coauteur** d'un livre intitulé *Commentary on the Civil Code*.

*Articles*

*Repression of War Crimes by States and by International Courts* (non publié), discours prononcé à la Réunion spéciale sur le droit international, quarante-deuxième session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, le 18 juin 2003;

*Meaning and Effect of Ex Officio Decision of Compulsory Mediation*, 16-3 Press Arbitration 16 (1996);

*Determination of Applicable Law in the Case When the Proper Law is Uncertain*, 1 Adjudication Practice 355 (1996);

*Methods for Securing the Efficiency of Compulsory Execution*, 17 Civil Case Study 353 (1995);

*The Meaning of Habitualness in the Section 3 of the Article 3 of the Special Act for the Prosecution of Assault and Battery*, 390 Sa-bup-haing-jung 85 (1993);

*Some Problems in Executing Foreign Vessels*, 34 Jai-pan-ja-ryo 623 (1986);

*Small Claims Court in the U.S. and Korea*, 15 Korean Journal of Comparative Law 95 (mémoire de maîtrise en droit, Harvard Law School, 1985);

*A Study on Maritime Liens* (mémoire de maîtrise en droit, Institut des hautes études de l'Université nationale de Séoul, 1983); et plus de 20 autres articles.

*Cours dispensés*

- 1999 et 2001      Cours sur la procédure civile de la République de Corée, programme d'été de la Santa Clara University Law School, Université de Kook-min;

- 
- 1986-1987 Cours de droit anglo-américain, Institut de recherche juridique et de formation, Cour suprême de Corée;
- 1987 Cours de droit anglo-américain, faculté de droit, Université de Kyung-Hee.

*Participation*

Groupe d'étude de la pratique pénale, Cour suprême.

Groupe d'étude des affaires civiles.

**Conférences internationales**

- 2003 Invité à la Réunion spéciale sur le droit international humanitaire, quarante deuxième session de l'Organisation juridique consultative pour les pays d'Asie et d'Afrique, Séoul;
- 1999 Représentant de la République de Corée à la onzième Conférence des cours constitutionnelles européennes, Varsovie;
- 1981 Représentant de la République de Corée à la Conférence Lawasia, Bangkok.

## Theodor Meron (États-Unis d'Amérique)

Depuis son élection au Tribunal par l'Assemblée générale des Nations Unies en mars 2001, le juge Meron, de nationalité américaine, siège à la Chambre d'appel qui examine les recours du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) et du Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR). Éminent spécialiste du droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit pénal international, le juge Meron est l'auteur d'ouvrages et d'articles qui ont contribué à jeter les bases juridiques des tribunaux pénaux internationaux. Passionné de Shakespeare, il est également l'auteur d'articles et d'ouvrages sur les droits de la guerre et la chevalerie dans les pièces historiques de Shakespeare.

Professeur de droit international depuis 1977, le juge Meron est devenu titulaire de la chaire Charles L. Denison à l'École de droit de l'Université de New York en 1994. De 2000 à 2001, il a été conseiller en droit international au Département d'État des États-Unis. Entre 1991 et 1995, il a également été professeur de droit international à l'Institut supérieur d'études internationales de Genève et professeur invité de droit à l'Université de Harvard et à l'Université de Californie (Berkeley). Il a fait ses études de droit à l'Université de Jérusalem, puis à Harvard (où il a obtenu son doctorat), et à Cambridge.

Il a été corédacteur en chef de l'*American Journal of International Law* (1993-1998), dont il est aujourd'hui directeur honoraire. Il est membre du comité de rédaction du *Yearbook of International Humanitarian Law*, du Conseil des relations extérieures, de l'*American Society of International Law*, de la Société française de droit international, de la branche américaine de l'Association de droit international et du barreau de l'État de New York. Il a par ailleurs siégé au comité consultatif ou au conseil d'administration de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme, dont Americas Watch et la Ligue internationale des droits de l'homme. Il a fait partie, en 1990, de la délégation des États-Unis à la réunion de Copenhague de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (Dimensions humaines) et a été, en 1998, membre de la délégation américaine à la Conférence de plénipotentiaires de Rome sur l'établissement de la Cour pénale internationale et a contribué à la rédaction des dispositions relatives aux crimes, y compris les crimes contre l'humanité. Il a également été membre de la Commission préparatoire de la Cour pénale internationale au sein de laquelle son action s'est surtout exercée sur le crime d'agression. Il a par ailleurs été membre de plusieurs comités d'experts du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) (conflits internes, environnement et conflits armés et participation directe aux hostilités), et du Comité directeur d'experts du CICR sur les règles coutumières du droit international humanitaire.

M. Meron a été conférencier Carnegie à l'Académie de droit international de La Haye, ainsi que boursier de la Fondation Rockefeller et du Max Planck Institute d'Heidelberg, maître de conférences invité à l'Université de Cambridge (dotation Sir Hersch Lauterpacht) et boursier invité d'All Souls College (Oxford). Il a donné des conférences dans diverses universités et à l'Institut international des droits de l'homme (Strasbourg). Il anime les séminaires de droit humanitaire international organisés chaque année par le Comité international de la Croix-Rouge à l'Université de New York pour les diplomates de l'ONU. Il est membre de l'Institut de droit international.

**Publications***Ouvrages*

*Investment Insurance in International Law* (Oceana-Sijthoff, 1976)

*The United Nations Secretariat: The Rules and the Practice*, Lexington Books (1977)

*Human Rights in International Law* (Oxford University Press, 1984)

*Human Rights Law-Making in the United Nations* (Oxford University Press, 1986)  
(qui a obtenu le certificat du mérite de l'American Society of International Law)

*Human Rights in Internal Strife: Their International Protection* (Sir Hersch Lauterpacht Memorial Lectures, Grotius Publications, 1987)

*Human Rights and Humanitarian Norms as Customary Law* (Oxford University Press, 1989)

*Henry's Wars and Shakespeare's Law* (Oxford University Press, 1993)

*Bloody Constraint: War and Chivalry in Shakespeare* (Oxford University Press, 1998)

*War Crimes Law Comes of Age: Essays* (Oxford University Press, 1998)

Monsieur Meron qui contribue fréquemment à l'*American Journal of International Law* et à d'autres revues juridiques, à l'Académie de droit international de La Haye a donné le cours d'introduction au droit international public en 2003 sur Le droit international à l'ère des droits de l'homme.

## **Bakone Melema Moloto (Afrique du Sud)**

Le juge Bakone Melema Moloto siège à la High Court (Haute Cour) ainsi qu'au Tribunal spécial chargé du règlement des litiges fonciers d'Afrique du Sud. Il est né le 26 juillet 1944.

Il a entamé sa carrière juridique en 1976 en tant qu'avocat stagiaire.

Admis au barreau en mai 1978, il s'est mis à son compte peu de temps après et l'est resté jusqu'en avril 1986, date à laquelle il s'est associé avec des collègues, parmi lesquels Selby Baqwa, qui deviendrait le premier Procureur général nommé en Afrique du Sud après la transition vers la démocratie, en 1994.

En juillet 1987, le juge Moloto a abandonné l'exercice libéral de la profession pour le poste de Directeur du Black Lawyers Association Legal Education Centre (Centre de formation juridique de l'Association des juristes noirs), qu'il a occupé à plein temps jusqu'en décembre 1992.

En 1993, il est devenu membre d'Eskom, la Commission nationale pour la distribution d'électricité, en tant que responsable des contrats d'approvisionnement en houille des centrales électriques. Il a occupé ce poste jusqu'en 1995, date à laquelle il a été nommé juge au Tribunal pour le règlement des litiges fonciers.

C'est en janvier 2003 qu'il a été nommé juge à la High Court d'Afrique du Sud. Il dispose donc d'une expérience de près de 10 ans dans le domaine de la justice, notamment en matière de droit foncier et de droit commun.

À la tête du Black Lawyers Association Legal Education Centre, il a connu d'affaires touchant la défense des droits de l'homme sous l'apartheid. En effet, par le truchement du Centre, il a représenté des communautés défavorisées, principalement dans des affaires de travail, à caractère politique ou d'expulsion. Il possède également une grande expérience du droit pénal. Sous sa direction, le Centre de formation juridique s'est spécialisé dans la formation de juristes issus des communautés noires à divers aspects du droit, notamment le droit relatif aux droits de l'homme et le droit du travail. Le Centre a également facilité le financement de la défense de victimes de l'apartheid par un nombre croissant d'avocats noirs, ce qui a permis à ces derniers d'acquérir des compétences plus diversifiées.

Date de naissance :	26 juillet 1944
Diplômes :	B.A. (Licence ès lettres) (1973); B.Proc. (diplôme de premier cycle universitaire en droit) de l'Université d'Afrique du Sud (1978)
Qualifications professionnelles :	1) Avocat auprès de la High Court d'Afrique du Sud 2) Rédacteur d'actes translatifs de propriété

### **Expérience professionnelle**

<b>Depuis janvier 2003 :</b>	Juge, division du Transvaal de la High Court d'Afrique du Sud
Responsabilités :	Connaître d'affaires à la High Court; se concentrer, entre autres, sur toutes les questions

	constitutionnelles qui ne relèvent pas de la juridiction exclusive de la Cour constitutionnelle; connaître d'affaires de droit commun et examiner les travaux des juridictions inférieures
<b>Depuis décembre 1995 :</b>	Juge, Tribunal pour le règlement des litiges fonciers d'Afrique du Sud
Responsabilités :	Connaître d'affaires au Tribunal pour le règlement des litiges fonciers (différends prenant leur source dans la législation sur laquelle repose l'initiative de réforme foncière d'Afrique du Sud); rendre des jugements et, d'une manière générale, contribuer, avec d'autres juges du Tribunal, à la gestion et au bon fonctionnement de celui-ci, répondre aux besoins du Tribunal en matière de ressources humaines et, d'une manière générale, assurer le fonctionnement sans heurt du Tribunal.
<b>De novembre 1993 à novembre 1995 :</b>	Responsable des contrats, Département des combustibles et de l'eau, Eskom
Responsabilités :	Gérer la Section des contrats du Département des combustibles et de l'eau, négocier les accords régissant l'approvisionnement en houille par Eskom, surveiller leur application, négocier les modifications à apporter aux contrats si nécessaire; fournir des avis juridiques au Département et à d'autres départements d'Eskom; le cas échéant, rédiger des amendements, des documents et des lettres. Membre de l'Équipe de gestion du Département.
<b>De janvier à octobre 1993 :</b>	Assistant du responsable de l'appui à l'exécution des contrats, Département des combustibles et de l'eau, Eskom
Responsabilités :	Fournir des avis juridiques sur des questions générales et rédiger la correspondance appropriée et d'autres documents le cas échéant; négocier, rédiger, contrôler et tenir à jour les contrats commerciaux d'Eskom, en particulier les contrats d'approvisionnement en houille des centrales électriques par Eskom; exécuter d'autres fonctions touchant la gestion.
<b>De juillet 1987 à décembre 1992 :</b>	Directeur exécutif, Black Lawyers Association Legal Education Centre
Responsabilités :	Concevoir le programme d'activités du Centre, recruter et engager du personnel, superviser

l'exécution du programme et des activités, établir et contrôler les budgets annuels, concevoir et exécuter une stratégie de collecte de fonds, assurer des fonctions de relations publiques pour le Centre, guider et diriger le personnel, l'aider dans le cadre de l'exécution du programme et des activités; établir des rapports annuels, s'acquitter d'autres fonctions.

- D'avril 1986 à juin 1987 :** Associé-gérant du cabinet Baqwa, Moloto, Nzimande, Webster et Mbuli (cabinet d'avocats)
- De juillet 1978 à mars 1986 :** Dirige son propre cabinet d'avocats (J. Mologo & Co)
- Responsabilités :** Procès au civil et au pénal; affaires civiles et pénales à la Magistrate's Court et à la High Court; établissement de testaments et de contrats; rédaction d'actes translatifs de propriété; négociation de règlements et établissement de documents y relatifs; administration de successions.
- Avril 1976 à juin 1978 :** Avocat stagiaire au cabinet Frank Sithole & Company jusqu'en mai 1978; à partir de juin 1978, travaille en tant qu'avocat de plein droit pour le même cabinet.
- 1975 :** Stagiaire au cabinet d'avocats A V B Nyembezi
- 1971-1974 :** Employé aux écritures à la Bantu Investment Corporation
- 1969-1971 :** Président exécutif, puis Secrétaire général du University Christian Movement (Mouvement chrétien universitaire)
- 1968 :** Étudiant au University College de Fort Hare.
- 1967 :** Enseignant à l'Orlando West High School, puis à la Tshidi Barolong High School
- 1965-1966 :** Étudiant au University College de Fort Hare
- 1964 :** Étudiant au University College of the North
- 1963 :** Lauréat du Matric (équivalent du baccalauréat)

#### **Participation à des Conseils d'administration**

1. Membre du Legal Aid Board (Conseil de l'aide judiciaire)
2. Administrateur du Black Lawyers Association Legal Education Trust (Fonds pour la formation juridique)
3. Président du National Archives Advisory Council (Conseil consultatif des archives nationales)

## **Prisca Matimba Nyambe (Zambie)**

Nom : Nyambe  
 Prénoms : Prisca Matimba  
 Date de naissance : 31 décembre 1951  
 Nationalité : Zambienne  
 Situation de famille : Divorcée, ex-épouse Hassan  
 Nom de jeune fille/Nom actuel : Prisca Matimba Nyambe

### **Adresse permanente**

Adresse professionnelle : Matimba Chambers  
 P.O. Box 35134  
 Lusaka (Zambie)  
 Domicile : Plot n° 9662  
 10<sup>th</sup> Street  
 Chudleigh  
 Lusaka (Zambie)  
 Téléphone/Télécopie: +260-1-291126

### **Adresse actuelle**

Tribunal pénal international pour le Rwanda  
 Arusha International Conference Centre  
 P.O. Box 6016  
 Arusha (République-Unie de Tanzanie)  
 Téléphone : +255-27 2504207-11/2504367-72 ou 1 212 963-2850  
 Télécopie : +255-27 2504373/2504000  
 +1 212 963-2848/9  
 Téléphone portable : 255-748 400 855  
 Adresse électronique : nyambe@un.org

### **Distinctions**

Août 1999 : Lettres de reconnaissance de juges du Tribunal pénal international pour le Rwanda  
 Février 1992 : Nommée « Femme de l'année – 1991-1992 » par l'International Biographical Center de Cambridge (Royaume-Uni)  
 Février 1989 : Certificat de services éminents décerné par l'International Biographical Center de Cambridge (Royaume-Uni)  
 Décembre 1985 : Lettre de reconnaissance de l'International Law Institute de Washington (États-Unis d'Amérique) pour son rôle remarquable dans le séminaire sur les négociations étrangères  
 1993-1994 : Élection à la vice-présidence de l'Association des juristes de Zambie

- 1992 : Élection au statut de membre bienfaiteur de l'Association des juristes de l'Université de Zambie
- 1984-1992 : Élection au Conseil de l'Association des juristes de Zambie
- 1984-1992 : Organisatrice du Bureau de l'Association des juristes de Zambie. Elle a organisé en cette qualité :
- La cinquième Conférence biennale du barreau africain (août 1985), à Lusaka (Zambie)
  - La Conférence inaugurale des Juristes internationaux africains (avril 1986), à Lusaka (Zambie)
  - Le Séminaire commun du barreau africain et de la Commission internationale de juristes (novembre 1986), à Lusaka, sur le thème de l'indépendance du pouvoir judiciaire

### **Activités sociales**

- Février 1993 : Membre du Comité d'administration de l'ordre des infirmières de Zambie
- 1978-1980 : Membre de l'Association de la planification familiale de Zambie (Province du Centre)
- 1978-1980 : Membre de la Société pénitentiaire de Zambie (Province du Centre)
- 1978-1980 : Membre du Comité de discipline des infirmières (Province du Centre)

### **Formation et études professionnelles**

- Août 1997 : Cours d'informatique sur Windows 3.1/3.11, Word Perfect 6.0
- Août 1982: Réception comme avocate à la Cour suprême du Zimbabwe
- Février 1978 : Réception comme avocate à la Cour suprême de Zambie
- Juillet 1975 : Licence en droit, avec mention

### **Associations professionnelles**

- i) Association des juristes de Zambie
- ii) Association des juristes du Commonwealth
- iii) Société des juristes de l'Afrique de l'Est

## **Expérience professionnelle**

### **Tribunal pénal international pour le Rwanda (TPIR)**

#### **2002 à ce jour**

Conseil juridique auprès de l'Administration du TPIR, chargée :

- De donner des avis juridiques, oralement et par écrit, sur des points de droit très divers soulevés par le fonctionnement du Tribunal; de travailler en étroite collaboration avec les autorités officielles et le Bureau des affaires juridiques de l'ONU à New York;
- De rédiger la correspondance diplomatique, les notes verbales, les aide-mémoire, etc.;
- D'administrer les programmes de stages et de recherches juridiques du TPIR;
- De rédiger et de réviser les contrats conclus par le Tribunal avec des tiers;
- De donner des avis juridiques sur des points de droit très divers concernant le droit interne ainsi que les privilèges et immunités du Tribunal et de son personnel énoncés dans la Convention sur les privilèges et immunités de l'Organisation des Nations Unies, la Charte des Nations Unies, le Statut du TPIR et l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement tanzanien concernant le siège du Tribunal;
- De siéger au Comité local des contrats, à la Commission foncière locale, au Comité disciplinaire ad hoc; de présider le Comité de classement des appels et d'autres organes ad hoc créés par l'Administration.

#### **Février 2000-2002**

*Chef de la Section des services juridiques généraux*

Conseillère juridique auprès du Tribunal, chargée de rédiger à son intention des avis juridiques sur des points de droit très divers concernant : i) les accords conclus entre le Tribunal et les gouvernements; ii) les relations entre le Tribunal et les tiers; iii) la contestation par le personnel des décisions de l'Administration.

Produit à l'intention des chambres notes et avis consultatifs au nom du Greffe sur toute question apparaissant dans le contexte d'une affaire particulière et affectant ou risquant d'affecter les fonctions du Greffier, notamment l'exécution des décisions de justice.

Supervise la planification et la préparation des sessions plénières des juges et suit la mise en œuvre des décisions qui y sont prises et qui relèvent de la responsabilité du Greffe. Représente le Greffe lors de l'examen des mises en accusation par les juges.

Contrôle la transmission des mandats d'arrêt et des ordonnances rendues par les juges à l'encontre de suspects ou d'accusés. Surveille le transfèrement au Tribunal des suspects et des accusés.

Coordonne les programmes de stages et de recherches juridiques du TPIR.

**Février 1996-février 2000**

Nommée Conseillère juridique en chef du Tribunal pénal international pour le Rwanda à Arusha (République-Unie de Tanzanie), responsable de la gestion d'ensemble des aspects judiciaires de l'activité du Tribunal.

## 1. Responsabilités :

- Organiser et coordonner le travail des chambres de première instance; fournir l'appui administratif et technique qui leur est nécessaire, rédiger les comptes rendus d'audience et les notes des juges, dresser le procès-verbal des sessions plénières;
- Gérer l'enregistrement et la diffusion en temps utile de la documentation judiciaire du Tribunal auprès des juges, des juristes des services, des parties et du Groupe de la presse et des relations publiques, pour communication au public;
- Veiller à ce que les informations non confidentielles dont dispose le Tribunal soient mises à la disposition du public;
- Assurer la garde des sceaux et des cachets du Tribunal.

## 2. Gérer les archives judiciaires du Tribunal, qui comprennent :

- a) Les dossiers des affaires;
- b) La correspondance;
- c) Le Répertoire général, y compris les fiches récapitulatives des activités judiciaires;
- d) Les enregistrements audio et vidéo, les disquettes, les microfiches et les photographies, négatifs compris.

3. Chargée d'une étude par la Section de la gestion des archives de l'ONU afin d'évaluer, en vue éventuellement de proposer des améliorations, l'archivage et la gestion des dossiers du Tribunal, notamment, mais pas exclusivement, des dossiers judiciaires; il s'agissait également de déterminer dans quelle mesure il serait possible d'introduire au Tribunal le logiciel de gestion des dossiers TRIM de l'ONU, d'évaluer les conditions de stockage du point de vue de la préservation des pièces, de mesurer les besoins en personnel, en ressources et en activités de formation. A fait appliquer les recommandations de la Section de la gestion des archives, concernant notamment la rédaction des descriptions d'emploi, le recrutement du personnel et l'acquisition des ressources nécessaires.

## 4. A développé et coordonné les activités du Groupe des rédacteurs de procès-verbaux :

- A mis en place et géré le système de rédaction des procès-verbaux au Tribunal;
- A évalué les besoins, analysé et approuvé le logiciel de transcription correspondant aux besoins et aux exigences du Tribunal;
- A défini les politiques et les directives propres à assurer la rédaction des procès-verbaux dans de bonnes conditions;

- A veillé à la parution régulière des procès-verbaux dans les deux langues de travail du Tribunal et à la tenue d'un registre complet et exact de toute l'activité judiciaire, y compris les enregistrements audio.
5. Chargée de transmettre aux autorités nationales sur le territoire ou sous la juridiction ou le contrôle desquelles les suspects ou les accusés résidaient ou avaient leur dernière adresse connue, les mandats d'arrêt et les ordonnances et, en coopération avec ces autorités, faire arrêter et transférer les suspects et accusés au siège du Tribunal, à Arusha.
6. Chargée de responsabilités dans la gestion de la Section, y compris de fonctions de planification, de budgétisation, d'administration des ressources humaines, de recrutement et de gestion des locaux :
- A préparé, justifié et exécuté le budget de la Section afin d'atteindre les buts de celle-ci au moindre coût;
  - A étudié et révisé les activités du programme afin de déterminer les meilleurs moyens de les réaliser, en sous-traitant les travaux s'il y avait lieu;
  - A rendu compte de l'évolution des programmes et de la réalisation des objectifs;
  - A examiné les demandes de matériel et fait des recommandations pour la passation des marchés;
  - A évalué le travail du personnel de la Section;
  - A rédigé les définitions d'emploi des fonctionnaires de la Section, procédé au recrutement du personnel et appliqué les instructions administratives.
7. Responsable de la rédaction des procès-verbaux des réunions plénières des juges et de la coordination de l'appui logistique, technique et administratif de ces réunions. A veillé à la diffusion et à la mise en œuvre des décisions prises à cette occasion.

## **Activités en faveur des droits de l'homme et de la démocratie**

### **Mai-juin 1995**

J'ai été engagée par la Commission internationale de juristes de Genève en qualité de spécialiste des droits de l'homme et observatrice internationale au procès intenté pour violations des droits de l'homme sous son régime à l'ex-chef d'État du Malawi, M. Hastings Kamuzu Banda, et à trois coaccusés. Ma mission à ce procès consistait :

- À m'informer de la conduite du procès, de la nature des charges pesant contre les accusés et du cadre juridique dans lequel ils étaient jugés;
- À réunir des informations d'ordre plus général sur les circonstances politiques et légales ayant conduit au procès;
- À faire connaître au tribunal, aux autorités compétentes du Malawi, au grand public et à l'opinion publique internationale les intérêts et les problèmes mis en jeu dans le procès.

**Je devais en particulier vérifier :**

- Que le procès était conduit conformément aux procédures légales;
- Que le procès était équitable au sens de la Déclaration universelle des droits de l’homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

**Je devais vérifier le respect des principes suivants :**

- Indépendance des autorités judiciaires;
- Droit de l’accusé à avoir un représentant légal;
- Interdiction de la torture;
- Possibilité de consulter un avocat ou un médecin de famille;
- Non-rétroactivité des lois;
- Droit à un procès public rapide;
- Présomption d’innocence;
- Droit d’appel.

Je me suis entretenue avec les autorités compétentes du Malawi pour leur expliquer la nature de ma mission et demander leur concours pour l’accomplir. Pendant ma mission, j’ai été autorisée à rendre plusieurs fois visite aux accusés en garde-à-vue, M. Banda et M<sup>me</sup> Cecilia Kazamira, et à me rendre plusieurs fois en prison pour rencontrer les deux autres accusés.

J’ai assisté aux audiences, d’un siège installé bien en vue dans la salle.

Après mes visites en prison et des rencontres et des entretiens avec les autorités compétentes, les accusés en garde-à-vue ont été autorisés à recevoir la visite d’un médecin et de membres de leur famille. En fin de compte, les quatre accusés ont bénéficié d’un non-lieu.

**Février-mai 1994**

Nommée par la Commission internationale de juristes spécialiste des droits de l’homme et observatrice internationale aux élections présidentielles et parlementaires du Malawi, sous les auspices du Secrétariat de l’assistance électorale des Nations Unies, Groupe d’observateurs internationaux. J’étais coordonnatrice d’une équipe de 11 juristes internationaux. Au cours de cette mission, nous avons notamment :

- Conseillé le Conseil consultatif national et la Commission électorale du Malawi sur les aspects touchant aux droits de l’homme qui devaient être compris dans la campagne d’éducation civique. Le Conseil était le gouvernement transitoire mis sur pied pour gouverner le Malawi avant les élections; il était composé de membres représentant tous les partis politiques;
- Coordinné les travaux du Secrétariat de l’assistance électorale des Nations Unies, en organisant notamment des ateliers et des séminaires d’éducation civique avec les partis politiques, les ONG, la police, l’armée, le personnel pénitentiaire et diverses congrégations religieuses;

- Procédé à des études et des consultations préliminaires avec toutes les parties intéressées en vue de mettre en place un cadre législatif et juridique de protection des droits de l’homme au Malawi; le travail a abouti à l’abolition de la Constitution et des législations anciennes afin de préparer le Malawi à des élections démocratiques multipartites.

### **Mai-juin 1993**

J’ai été nommée par la Commission internationale de juristes spécialiste des droits de l’homme et observatrice internationale et coordonnatrice d’une mission d’observation de cinq membres envoyée au Malawi pour suivre le déroulement d’un référendum national sur la future organisation politique du pays. Était soumise à référendum la question de savoir si le Malawi devait rester un État à parti unique ou adopter un régime multipartite. Dans leur grande majorité, les Malawiens ont choisi l’option multipartite.

### **Activités bancaires**

#### **1984-1992 : Conseillère juridique adjointe auprès de la Banque centrale de Zambie**

En tant que conseillère juridique, je dirigeais le Département des affaires juridiques. J’étais conseillère juridique à la Banque centrale de Zambie. En tant que conseillère juridique de la Banque centrale, je secondais le personnel de direction dans ses tâches quotidiennes en ce qui concernait les prescriptions légales et réglementaires applicables aux opérations de la Banque. La Banque de Zambie, qui est la banque centrale du pays, appliquait les lois sur la Banque de Zambie et sur les monnaies étrangères et aidait le Gouvernement à réglementer et contrôler les opérations des banques commerciales dans le cadre de la loi sur l’activité bancaire. En même temps, la Banque de Zambie s’occupait très assidûment de finances et d’échanges internationaux, soit directement, soit par l’intermédiaire des banques commerciales. En tant que conseillère juridique, j’ai aidé la Banque centrale à s’assurer de la légalité de ses opérations concernant les finances et les échanges internationaux, j’ai vérifié tous les accords qu’elle concluait, et veillé au respect des lois applicables. J’ai en particulier conseillé la Banque sur les questions juridiques touchant les accords commerciaux de crédit et de prêt et les autres dispositions concernant la disponibilité de devises étrangères pour assumer les engagements pris par la Banque de Zambie elle-même ou le Gouvernement de la République de Zambie.

1993 Membre du Groupe d’étude nommé par le Ministre des finances pour étudier et réformer le système financier de la Zambie, l’harmoniser avec une économie libéralisée et mettre en place l’encadrement de trois nouvelles lois, à savoir :

- i) Loi sur les nouvelles institutions financières;
- ii) Loi sur les valeurs mobilières;
- iii) Loi sur la Banque de Zambie.

- 1994 **Membre du Conseil d'administration de l'Autorité fiscale de Zambie**  
Nommée au Conseil d'administration de l'Autorité fiscale de Zambie par le Ministre des finances et chargée de réformer la législation fiscale de la Zambie et de l'harmoniser avec une économie libéralisée.
- 1993 **Autorité fiscale de Zambie**  
Élue par le Conseil d'administration à la vice-présidence de l'Autorité fiscale de Zambie.
- 1992 Nommée membre bienfaiteur de l'Association des juristes de l'Université de Zambie.
- 1992 **Commission électorale des collectivités locales de Zambie**  
Commissaire; nommée à la Commission électorale de Zambie par le Président de la République de Zambie, avec pour mission de réformer la loi électorale zambienne afin de répondre aux défis d'un gouvernement démocratique.
- 1991 **Équipe indépendante de contrôle zambienne**  
Fondatrice et membre du Conseil de l'Équipe de contrôle indépendante zambienne mise sur pied pour suivre et contrôler les élections présidentielles et parlementaires zambiennes en 1991.
- 1989 **Commission parlementaire d'enquête**  
Nommée par le Premier Ministre de la République de Zambie à la Commission d'experts juridiques chargée de faire rapport sur les lois éventuellement discriminatoires à l'encontre des femmes dans les administrations et les entreprises publiques.

## Colloques

Au fil des ans, j'ai organisé ou suivi des conférences, ateliers et séminaires dans toute l'Afrique, l'Europe et les États-Unis sur des thèmes touchant à la démocratie, aux droits de l'homme et aux finances et aux échanges internationaux. J'ai en particulier participé aux débats consacrés aux droits des femmes et des enfants, aux crimes de guerre à motivation sexiste et à l'intégration des normes juridiques internationales dans les structures nationales.

### 24-26 mai 2002, Arusha (République-Unie de Tanzanie)

Participation à un séminaire sur le dialogue africain sur le thème « Promotion de la justice et de la réconciliation en Afrique : défis pour les droits de l'homme et le développement », organisé par le Haut Commissariat pour les réfugiés.

### 16-20 juin 1997, Genève (Suisse)

Centre œcuménique de Bossey, canton de Genève (Suisse) – Participation à un groupe de travail sur l'élaboration de procédures et de normes

communes pour les programmes de protection des témoins du TPIY et du TPIR, organisé par Coordination of Women's Advocacy.

**6-8 avril 1998, Genève (Suisse)**

Bureau international du Travail, Genève (Suisse) – Participation au colloque « Les femmes, la guerre et la justice ».

**Avril-mai 1994 (Malawi)**

Série de séminaires et d'ateliers à l'intention des ONG et des partis politiques sur le rôle qu'ils ont à jouer dans le contrôle et la surveillance des élections multipartites.

Séminaires et ateliers d'éducation civique dans tout le Malawi consacrés au rôle des agents de la force publique pendant et après les élections multipartites.

**6-8 juillet 1994, Windhoek (Namibie)**

Participation à un séminaire sur la promotion de la démocratie, des droits de l'homme et du développement organisé par le Secrétariat du Commonwealth.

**Mai 1993 (Malawi)**

Série d'ateliers et de séminaires à l'intention des congrégations religieuses, des ONG et de la société civile sur le thème « Le scrutin secret et le suffrage universel ».

**Décembre 1993, Bonn (Allemagne)**

Participation aux séminaires organisés par la Fondation allemande pour la coopération internationale sur le thème « Promotion des droits de l'homme et de la participation en Afrique ».

**Novembre 1993 (Zambie)**

Série de conférences et d'entretiens télévisés à l'intention des policiers et du personnel pénitentiaire, sur le rôle du pouvoir judiciaire, de la prison, du personnel pénitentiaire et de la presse dans une démocratie, sous les auspices de l'Association des juristes de Zambie.

**Octobre 1993, Nanyuki (Kenya)**

Participation à un séminaire organisé par le National Democratic Institute et le Kenya Education Centre for Women sur le thème « Promotion de la participation politique ».

**Février 1993, Stockholm (Suède)**

Participation à un séminaire organisé par le Département de la coopération pour le développement international et des droits de l'homme du Ministère des affaires étrangères de la Suède sur le thème

« La coopération pour le développement au service des droits de l'homme et de la démocratie ».

**Février 1993, Maseru (Lesotho)**

Spécialiste-conseil à un atelier consacré au rôle des femmes dans la préparation, le contrôle et le suivi des élections.

**1992**

À titre de membre bienfaiteur de l'Association des juristes de l'Université de Zambie, séminaire sur le thème « Les droits des femmes et des enfants en Zambie : leur avenir ».

**Avril 1991, Washington (États-Unis d'Amérique)**

Participation à un séminaire sur « Les marchés des capitaux : développement et réglementation » à l'International Law Institute de Washington (États-Unis).

**1989, Rome (Italie)**

Participation à un séminaire sur la mise au point de la formation des avocats à l'Institut du droit du développement de Rome (Italie).

**Septembre 1987, Nairobi (Kenya)**

Représentation de l'Association des juristes de Zambie à la Réunion régionale de la Fédération des avocates de l'Afrique et du Moyen-Orient, tenue à Nairobi (Kenya) du 7 au 10 septembre 1987, sur le thème « La loi et le logement ».

**1987, Washington (États-Unis d'Amérique)**

Participation à un séminaire sur la négociation et la renégociation des prêts internationaux à l'International Law Institute de Washington (États-Unis d'Amérique).

**Avril 1986, Lusaka (Zambie)**

Organisation, en qualité de membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes de Zambie, de la Conférence inaugurale de la Conférence internationale des juristes internationaux africains, tenue à Lusaka du 2 au 5 avril 1986.

**Novembre 1986, Lusaka (Zambie)**

En qualité de membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes de Zambie, organisation d'un séminaire commun du barreau africain et de la Commission internationale de juristes sur le thème « L'indépendance du pouvoir judiciaire et les professions du droit », tenu à Lusaka du 10 au 14 novembre 1986.

**Août 1985, Lusaka (Zambie)**

En qualité de membre du Conseil d'administration de l'Association des juristes de Zambie, organisation de la cinquième Conférence biennale du barreau africain à Lusaka du 12 au 19 août 1985.

**1985, Washington (États-Unis d'Amérique)**

Participation à un séminaire sur la négociation des investissements étrangers à l'International Law Institute de Washington (États-Unis d'Amérique).

**Juin 1981, Harare (Zimbabwe)**

Spécialiste-conseil à la Conférence des femmes organisée par le Ministère de la justice de la République du Zimbabwe sur le thème « La promotion de la femme dans l'appareil judiciaire ».

**Références disponibles sur demande.**

## **Alphonsus Martinus Maria Orié (Pays-Bas)**

ORIE Alphonsus Martinus Maria

Date et lieu de naissance : le 23 novembre 1947 à Groningue (Pays-Bas)

Nationalité néerlandaise

Marié, quatre enfants

Courrier électronique : <orie@un.org>

### **Études et diplômes**

1958-1966 Études secondaires – section philosophie

1966-1971 Études de droit, Université de Leyde, maîtrise de droit

Cours de droit européen (droit pénal), Université libre de Bruxelles

### **Langues vivantes**

Anglais, français et allemand

### **Activités professionnelles actuelles**

Depuis 2001 Juge permanent au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

Président de la Chambre de première instance I, Section B

Jugements rendus depuis 2001 par la Chambre de première instance I, Section B, sous sa présidence :

- Galic (jugement, décembre 2003)
- Cesic (jugement portant condamnation, mars 2004)
- Jokic (jugement portant condamnation, mars 2004)
- Mrda (jugement portant condamnation, mars 2004)
- Babic (jugement portant condamnation, juin 2004)

Actuellement Président au procès de Krajisnik

A participé à la phase préalable à l'audience dans les affaires suivantes :

- Martić; Ljubčić; Stanković; Ademi et Norac (affaires jointes); Kovacević (juge de la mise en état de l'affaire); Prlić (juge de la mise en état de l'affaire); Corić (juge de la mise en état de l'affaire); Pušić (juge de la mise en état de l'affaire); Stojić (juge de la mise en état de l'affaire); Praljak (juge de la mise en état de l'affaire); et Petković (juge de la mise en état de l'affaire) (affaires jointes)

A participé à des procès pour outrage

**Autres activités professionnelles actuelles**

- Depuis 1997 Juge à la Cour suprême des Pays-Bas (deuxième chambre, affaires criminelles); en congé spécial depuis le 17 novembre 2001
- Depuis 1997 Membre du Bureau de l'Association internationale du droit pénal (Nederlandse Vereniging voor Internationaal Recht)
- Depuis 1998 Juge nommé par la Couronne à la cour d'appel disciplinaire du barreau néerlandais (en congé effectif depuis le 17 novembre 2001)
- Depuis 2000 Membre du Conseil de surveillance de la section néerlandaise de la Commission internationale de juristes (CIJ)
- Depuis 2001 Membre du Conseil consultatif du Centre du droit international d'Amsterdam

**Activités professionnelles antérieures***À temps plein*

- 1980-1997 Admis au barreau de la Cour suprême des Pays-Bas, associé du cabinet d'avocats Wladimiroff & Spong, La Haye. Spécialités : droit pénal, en particulier affaires pénales internationales (avocat de la défense devant des juridictions étrangères, extradition, transfèrement de détenus, coopération judiciaire internationale), et affaires criminelles jugées devant la Cour suprême
- 1995-1997 Avocat commis d'office par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, notamment pour les questions de fond relatives à l'établissement et la juridiction du Tribunal et l'interrogatoire des experts-témoins
- 1971-1980 Chargé de cours à l'Université de Leyde, Département de droit pénal

*À temps partiel*

- 1980-2003 Cofondateur et Président de la Société internationale de droit pénal (Gezelschap voor Internationaal Strafrecht), branche néerlandaise de l'Association internationale du droit pénal
- 2000-2001 Membre du groupe de travail spécial chargé d'informer les Ministères de la justice et des affaires étrangères sur les textes d'application du Statut de Rome (Cour pénale internationale)
- 1997-1998 Membre du groupe de travail spécial chargé d'aider le Ministère des affaires étrangères à préparer la conférence de Rome sur la Cour pénale internationale
- 1994-1997 Juge suppléant de la cour d'appel, Amsterdam
- 1994 Membre du groupe de travail spécial chargé d'aider le greffier du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie à établir une directive sur la commission d'office
- 1989-1994 Membre du Conseil du barreau de la Cour suprême des Pays-Bas (dossiers : droit pénal, lois d'immigration et éducation)

- 1983-1996 Membre de trois comités consultatifs spéciaux auprès du Ministre de la justice sur :
- La position de la défense dans le domaine de la coopération en matière pénale (1992-1994)
  - Examen des procédures de la Cour suprême dans les affaires pénales (1995-1996)
  - Procédure administrative simplifiée pour les infractions mineures au code de la route (1983-1985)
- 1972-1975 Greffier suppléant du tribunal de district de La Haye

### Choix de publications

(Le thème des publications en langues anglaise, néerlandaise et allemande est indiqué en italique.)

#### *Livre*

*(Introduction générale au droit pénal international)*, *Internationaal Strafrecht* (1<sup>re</sup> éd., 1980, 2<sup>e</sup> éd., 1991 (189 p.); et 3<sup>e</sup> éd., 2002 (468 p.), avec J.v.d. Meijs, A. Smit et (2002) J. M. Sjöcrona)

#### *Articles (du plus récent au plus ancien)*

(« La vidéoconférence et les poursuites pénales »), « Van Telehoren naar Videoconferentie », dans *Europeanisering van het Nederlands Recht*, Bundel aangeboden aan Mr. Pim Haak, 2004

(« Applicabilité du droit et de la procédure disciplinaires néerlandais pour les avocats de la défense étrangers qui exercent aux Pays-Bas »), « Het Nederlandse tuchtrecht en buitenlandse advocaten », dans *Recht op tuchtrecht*, 50 jaar Hof van Discipline, 2003, p. 196 à 207

(« La règle 92 bis du TPIY : que faire si un témoignage oral contredit une déclaration écrite recueillie précédemment? »), « Zegge of Schrijf? Oral testimony vs written statement », dans *Iets bijzonders* (liber amicorum Mischa Wladimiroff), La Haye 2002, p. 299 à 317

(« Approche accusatoire et approche inquisitoire dans les poursuites pénales internationales avant l'établissement de la CPI et dans les poursuites pénales devant la CPI »), « Accusatorial v. Inquisitorial Approach in International Criminal Proceedings prior to the establishment of the ICC and in proceedings before the ICC » (45 p. environ, à paraître dans *International Criminal Law, A Commentary on the Rome Statute*, publié sous la direction d'Antonio Cassese, Oxford University Press, 2002, vol. II, p. 1439-1495)

« Case annotation to decisions of the ICTR in the Akayesu and Ntakirutimana cases » (chambre de première instance et chambre d'appel), sur le libre choix des avocats commis à la défense des accusés sans ressources, dans *Annotated Leading Cases of International Tribunals* (vol. II), publié sous la direction de A. Klip et G. Sluiter, janvier 2001

(« Faits nouveaux concernant la loi sur l'extradition dans l'Union européenne »), dans *Rede en Recht* (liber amicorum Nico Keijzer), Deventer, 2000 (publié en néerlandais sous le titre « Ver(der) van huis, de verschuiving van het evenwicht tussen de positie van de verzoekende en de aangezochte staat in het komende EU uitleveringsrecht »)

« Les systèmes pénaux à l'épreuve du crime organisé », Rapport national des Pays-Bas (avec Den Boer, M., Sjöcrona, J. M., Veldt, M. I., et van der Wilt, H.), dans *Revue internationale de droit pénal*, vol. 70, n<sup>os</sup> 1 et 2, 1999, p. 575 à 629

« Mécanismes d'élaboration des normes de procédure dans le contentieux international : l'équilibre délicat entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif dans l'élaboration des règles de la procédure », dans *Nouvelles études pénales*, n<sup>o</sup> 17, 1998, p. 383 à 387

(« Tribunaux internationaux : un nouveau chapitre de la procédure pénale internationale »), dans *Homo Advocatus* (liber amicorum G. Spong), La Haye, 1998, p. 133 à 149 (publié en néerlandais sous le titre « Internationale Tribunalen: een nieuwe stap in de ontwikkeling van internationaal strafprocesrecht »)

(« La procédure par contumace aux Pays-Bas »), « To be or not to be (re)present(ed), that's the question », 1996, p. 1004 à 1015 (publié en néerlandais sous le titre « Delikt en Delinkwent »)

(« Remise de suspects au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie »), dans *Er is meer, opstellen over mensenrechten in internationaal en nationaal perspectief*, red. C. H. Brants, C. Kelk et M. Moerings (liber amicorum A. H. J. Swart), Utrecht 1996, p. 51 à 63 (publié en néerlandais sous le titre « Overlevering van verdachten aan het Joegoslavië Tribunaal: een terreinverkenning »)

(« Problèmes que pose l'application effective des traités relatifs au transfert de prisonniers »), dans *The Alleged Transnational Criminal* (The second biennial International Criminal Law Seminar, 1995), publié sous la direction de Richard D. Atkins, Martinus Nijhoff, La Haye, 1995, p. 59 à 67

(« Extradition et transfert de prisonniers entre les Antilles néerlandaises et les États-Unis d'Amérique »), *Nederlands Juristenblad*, 1995, p. 898 et 899 (publié en néerlandais sous le titre « Het Koninkrijk doet zijn onderdanen in de uitverkoop »)

(« Régionalisation du droit pénal international »), Rapport national des Pays-Bas (avec Bonn, M., Haentjens, R. C. P. et Smit, A. M. G.), dans *Revue internationale de droit pénal*, 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres 1994)

(« Observations techniques sur la plaidoirie »), dans *Spreken is zilver, pleiten is goud* (Tobias Asser lustrumbundel), Arnhem, 1994, p. 75 à 85 (publié en néerlandais sous le titre « Van de klad in het pleidooi naar het pleidooi in klad »)

(« Le défendeur dans l'Accord de Schengen »), dans *Schengen en de praktijk*, Gand (Belgique), 1992, p. 37 à 46 (publié en néerlandais sous le titre « De verdachte op het scheidingsvlak tussen rechtssystemen »)

(« L'avocat de la défense en droit néerlandais »), dans *Europa und Strafverteidigung*, Cologne, 1990. Bericht zum 14. Strafverteidigertag, p. 235 à 246 (publié en allemand sous le titre « Der Strafverteidiger in Niederländischen Recht »)

(« Les crimes internationaux et le droit pénal interne »), Rapport national des Pays-Bas, avec Rüter, C. F., Schutte, J. J. E. et Swart, A. H. J., dans *Revue internationale de droit pénal*, vol. 60, n<sup>os</sup> 1 et 2, 1989, p. 395 à 418

(« L'enquête pénale internationale »), dans *Internationalisering van het strafrecht*, Nimègue, 1986, p. 165 à 180 (publié en néerlandais sous le titre « Internationale opsporing »)

(« Les droits du défendeur à l'aide judiciaire internationale dans les affaires pénales ») dans *Bij deze stand van zaken* (liber amicorum A. L. Melai), Arnhem, 1983, p. 351 à 361 (publié en néerlandais sous le titre « De verdachte tussen wal en schip of de systeembreuk in de kleine rechtshulp »)

(« L'affaire Menten : un procès équitable »), *Delikt en Delinkwent*, n<sup>o</sup> 2, février 1979, p. 84 à 95 (publié en néerlandais sous le titre « Menten en de goede procesorde »)

(« L'affaire Menten : une extradition déguisée »), *Rechtsgeleerd Magazijn Themis*, n<sup>o</sup> 2, 1978, p. 138 à 157 (publié en néerlandais sous le titre « Werd Menten rechtmatig van Zwitserland naar Nederland gebracht? (een geval van verkapte uitlevering »)

(« Aspects du droit pénal international dans l'affaire Dost »), *Nederlands Juristen Blad*, 1976, p. 1045 à 1059 (publié en néerlandais sous le titre « Internationaal strafrechtelijke aspecten van de Dostaffaire »)

(« Complot contre la Reine »), avec J. J. I. Verburg, *Delikt en Delinkwent*, 1975, p. 475 à 489 (publié en néerlandais sous le titre « De koningin bedreigd »)

(« Un kaléidoscope du droit pénal international »), *Delikt en Delinkwent*, n<sup>o</sup> 8, octobre 1974, p. 403 à 408 (publié en néerlandais sous le titre « Een kaleidoskoop van het internationale strafrecht »)

### **Activités d'enseignement**

Depuis 1980 (ex-chargé de cours de l'Université de Leyde), nombreux séminaires et conférences devant des étudiants et doctorants, essentiellement sur le droit pénal international, notamment :

Droit des tribunaux internationaux, École de droit d'Arusha, Arusha

Droit pénal international, divers colloques de l'Association internationale du barreau, à Dublin, Londres, Madrid et Munich

Droit pénal international : universités d'Utrecht (Pays-Bas), Tilburg (Pays-Bas), Maastricht (Pays-Bas), Amsterdam (Pays-Bas), Rotterdam (Pays-Bas), Groningue (Pays-Bas), Leyde (Pays-Bas), Nimègue (Pays-Bas), Francfort (Allemagne), Vienne (Autriche), Athènes (Grèce), Syracuse (ISISC, Italie), Séville (Espagne)

Droit pénal international, dans le cadre des réunions de l'Association internationale de droit pénal, conférences et colloques préparatoires, à Strasbourg (France), Hammamet (Tunisie), Helsinki (Finlande), Utrecht (Pays-Bas), Hambourg (Allemagne), Le Caire (Égypte), Vienne (Autriche), Rio de Janeiro (Brésil) et Budapest (Hongrie)

## Kevin Horace Parker (Australie)

**Année de naissance :** 1937  
**Lieu de naissance :** Kalgoorlie (Australie-Occidentale)  
**Nationalité :** Australienne

### Expérience juridique

Depuis décembre 2003 **Juge permanent, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie.** Le juge Parker préside actuellement le procès du général Pavle Strugar, qui doit répondre de son rôle dans le bombardement de Dubrovnik en décembre 1991, alors qu'il commandait les forces de l'Armée yougoslave (JNA) dans la région. Le juge Parker présidera ensuite le procès des trois commandants de l'Armée de libération du Kosovo, inculpés en relation avec le traitement infligé à des civils serbes dans une prison du Kosovo. Il participe également à la préparation de plusieurs autres procès et il est très actif en tant que membre des Comités du règlement et des sentences du TPIY.

1994-2003 **Juge, membre de la Cour suprême d'Australie-Occidentale.** La Cour suprême statue sur les infractions pénales les plus graves en première instance et sa compétence d'appel l'emporte sur celle de tous les autres tribunaux d'Australie-Occidentale. Au moment de sa nomination au TPIY, le juge Parker exerçait principalement les fonctions de juge d'appel dans le cadre de recours complexes au pénal et au civil.

1959-1997 **Officier dans les forces aériennes (Citizen Air Force), puis cadre de réserve spécialiste des questions juridiques (Specialist Legal Reserve) dans les Forces de défense australiennes.** Le juge Parker a atteint le grade de général de brigade aérienne. De 1985 à 1997, il a exercé les fonctions de juge militaire, chargé de l'examen des actes d'accusation des Forces de défense australiennes. À partir de 1977, il a servi comme juge militaire dans la Legal Specialist Reserve, exerçant ses fonctions judiciaires auprès des tribunaux militaires en Australie et à l'étranger. Jusqu'en 1977, il a agi en tant que procureur ou avocat de la défense auprès des tribunaux militaires. Il fournissait des avis juridiques aux autorités militaires concernant des questions de droit militaire ou d'autres questions juridiques et assurait la formation du personnel des forces de défense s'agissant de leurs obligations juridiques au plan international.

1979-1984	<b>Solicitor-General d’Australie-Occidentale.</b> Le juge Parker a régulièrement plaidé devant la Cour suprême d’Australie des recours au pénal complexes, des affaires de droit constitutionnel et d’autres affaires de droit public dans lesquelles l’Australie-Occidentale était impliquée.
1977	<b>Nommé Queen’s Counsel</b>
1972-1974	<b>Procureur général principal d’Australie-Occidentale</b>
1967-1971	<b>Procureur adjoint principal d’Australie-Occidentale</b>
1960	<b>Admis à un ordre professionnel de juristes</b>
1959	<b>Licence en droit, Université d’Australie-Occidentale</b>

#### **Expérience professionnelle autre au plan international**

1982-1995	Membre de la délégation australienne qui a négocié les frontières maritimes entre l’Australie et l’Indonésie.
1992	Membre de la délégation australienne auprès de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, à Vienne.
1982, 1988	Conseiller juridique au sein de la délégation australienne auprès de la Commission des Nations Unies sur le droit de la mer, New York et Kingston.

#### **Associations professionnelles et institutions juridiques**

1983-2003	Membre de l’Australian Law Admissions Consultative Committee. Le Comité établit des normes pour tous les cours de droit de niveau universitaire ainsi que pour les cours de formation juridique pratique en Australie. Le juge Parker a également enseigné le droit pénal, le droit de la preuve, le droit constitutionnel et l’éthique de la pratique juridique à l’Université d’Australie-Occidentale.
1992-1995	Président du Tribunal disciplinaire des juristes d’Australie-Occidentale.
1979-1992	Président du Conseil du Barreau d’Australie-Occidentale.
1982-1988	Membre du Conseil de l’Institut australien d’administration judiciaire.
1977-1979	Président du Privacy Law Committee du Law Council d’Australie.
1972-1979	Membre du Conseil de la Law Society d’Australie-Occidentale; à partir de 1975, le juge Parker a présidé le Comité de la Société qui assurait la formation continue des juristes en Australie-Occidentale.

**Récompenses et prix**

1989

**Officier de l'Ordre d'Australie.** Le juge Parker s'est vu décerner l'une des plus hautes distinctions australiennes, principalement en considération de sa contribution à la réforme du droit en Australie. Dès 1979, il a joué un rôle de premier plan dans le cadre du processus qui a conduit à l'adoption des *Australia Acts 1986*, qui ont rompu les derniers liens existant encore entre le système juridique australien et celui du Royaume-Uni. En 1983, le juge Parker a proposé un système propre à surmonter les obstacles juridictionnels entre les différents tribunaux d'Australie, qui a conduit à l'adoption du *Jurisdiction of Courts (Cross Vesting) Act 1987* dans toutes les juridictions australiennes.

## **Fausto Pocar (Italie)**

### **I. État civil**

Nom et prénom : Pocar, Fausto.  
Date et lieu de naissance : le 21 février 1939, à Milan.  
Nationalité : italienne.

### **II. Formation et diplômes**

Docteur en droit (*cum laude*) de la faculté de droit de l'Université de Milan (1961).  
« Libero docente » en droit international (1969).

### **III. Langues vivantes**

Italien (langue maternelle).  
Français (lu, écrit et parlé) : excellent.  
Anglais (lu, écrit et parlé) : excellent.  
Espagnol (lu, écrit et parlé) : très bon.  
Allemand (lu, écrit et parlé) : bon.

### **IV. Carrière universitaire**

Professeur de droit international à l'Université de Milan (depuis 1976, actuellement en congé).

Vice-recteur et membre du Conseil d'administration de l'Université de Milan (1984-1997); fondateur et Directeur de l'École d'études supérieures en droit et économie communautaires de l'Université de Milan (1989-2000); doyen de la faculté des sciences politiques et membre du Conseil des études universitaires de l'Université de Milan (1981-1984); Directeur de l'Institut de droit international de l'Université de Milan (1980-1984, 1986-1987, 1991-1994).

Membre du Comité des sciences juridiques du Conseil national des universités (1981-1987).

Professeur de droit européen (1970-1976), de droit international privé (depuis 1985), de droit européen du travail (1989-1999) à l'Université de Milan.

Professeur de droit des organisations internationales à la faculté des relations publiques de l'Instituto Universitario di Lingue Milano (IULM), Milan (1995-2000).

Rédacteur en chef de *Rivista di diritto internazionale privato e processuale* et membre du comité scientifique des revues suivantes : *Italian Yearbook of International Law*, *La Comunità internazionale* et *Relazioni internazionali*.

Professeur de droit des organisations internationales à l'École supérieure de droit de l'Université de Parme (1981-1983).

Professeur de droit communautaire au Centre de Bologne de Johns Hopkins University (1983-1984).

Cours à l'Académie de droit international de La Haye (1983, 1993) (cours de droit général); Directeur d'études à l'Académie (1981).

Cours à l'Institut universitaire international du Luxembourg (1979).

## V. Carrière dans le domaine du droit international humanitaire et des droits de l'homme

Juge du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (depuis février 2000) et membre de la Cour d'appel; membre de la Cour d'appel du Tribunal pénal international pour le Rwanda (depuis avril 2000).

Membre (1985-2000) et Président (1991-1992) du Comité des droits de l'homme créé par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques : Vice-Président (1987-1988), Rapporteur (1989-1990), Rapporteur pour les nouvelles communications individuelles (1995-1999), Rapporteur pour le suivi des constatations finales (1999-2000).

Représentant spécial du Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme pour une visite en Tchétchénie (1995) et en Fédération de Russie (1995 et 1996).

Conférencier invité à plusieurs séminaires organisés par le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme dans diverses villes : Lomé, 1988 et 1996; Kigali, 1988; Moscou, 1988, 1989 et 1991; Conakry, 1989; Banjul, 1989; Tokyo, 1989; Ottawa, 1990; Belgrade, 1990; Sofia, 1990; Barcelone, 1992; Jakarta, 1993; Tunis, 1994; Turin, 1994 et 1996; Port of Spain, 1999.

Conseiller juridique de la délégation italienne des trente-neuvième à quarante et unième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que de la quarante-cinquième à la quarante-neuvième session (1984-1986 et 1990-1994).

Conseiller juridique de la délégation italienne à la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme (1984 et 1988-1995).

Membre de la délégation italienne à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, Vienne, 1993.

Représentant de l'Italie et Président du Groupe de travail informel de la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme chargé de rédiger la Déclaration sur les droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques (1990-1991).

Conseiller juridique de la délégation italienne à la Troisième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (1993).

Membre de la Commission italienne des droits de l'homme.

Membre du Conseil de l'Institut international de droit humanitaire (San Remo).

Membre du comité scientifique des revues *Il diritti dell'uomo. Cronache e battaglie*, (Rome) et *Pace, diritti dell'uomo, diritti dei popoli* (Padoue).

Professeur de droit humanitaire à la faculté des sciences diplomatiques de l'Université de Trieste-Gouzia (1989-1993).

Chargé du cours « Mise en œuvre universelle et régionale des droits de l'homme » à l'Institut de droit international public et de relations internationales de Thessalonique (1994).

Professeur de droit international des droits de l'homme à la faculté de droit de l'Université de Milan (1999).

Rapporteur pour plusieurs conférences scientifiques et professeur invité dans divers instituts et universités italiens et étrangers pour des conférences sur les droits de l'homme et le droit international humanitaire.

#### **VI. Participation à la vie de la profession**

Membre associé de l'Institut de droit international (depuis 1997).

Membre correspondant de l'Istituto Lombardo, Académie des sciences et des lettres (Milan).

Membre du Conseil national de la Société italienne pour l'organisation internationale (SIOI) et ancien Président de la section de Milan.

Membre de la Société italienne de droit international, de la Société française de droit international et de l'American Society of International Law.

Président, ancien Vice-Président (1997-2000) et ancien Secrétaire général (1982-1997) de l'Association des juristes italiens et allemands.

Membre du Conseil d'administration de l'Institut pour les études de politique internationale (ISPI), Milan.

Membre de l'Association de droit international et du Comité des litiges internationaux civils et commerciaux de l'Association.

Membre et ancien Président du Groupe européen de droit international privé.

#### **VII. Distinctions honorifiques**

Médaille d'or pour l'éducation, la culture et les arts, décernée par le Président de la République italienne.

Commandeur de l'Ordre de la République italienne.

Verdientkreuz 1. Klasse, de la République fédérale d'Allemagne.

Prix Milano Produttiva, décerné par la Chambre de commerce de Milan.

#### **VIII. Autres activités professionnelles**

Inscrit au barreau de Milan, avocat près la Cour de cassation et autres juridictions supérieures.

Arbitre et conseil dans divers dossiers nationaux et internationaux.

Membre du Comité scientifique de l'Institut pour la promotion de l'arbitrage (ISDACI), Milan.

Membre de l'Association suisse d'arbitrage (ASA).

Membre de la délégation italienne à la Conférence de La Haye sur le droit international privé (1980, 1996-1999).

Représentant de l'Italie à la Commission « bâtiment » de l'Organisation européenne des brevets, Munich (1980-1981).

Conseiller juridique de la délégation italienne au Comité des Nations Unies pour les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et membre du Sous-Comité juridique de ce comité (1984-1995).

Rapporteur du Groupe spécial sur la révision de la Convention de Bruxelles et de la Convention de Lugano du Conseil de l'Union européenne (1997-1999).

Corapporteur de la Commission spéciale sur la question de la compétence, de la reconnaissance et de l'exécution des jugements étrangers de la Conférence de La Haye sur le droit international privé (1997-2000).

Membre du Comité scientifique du Programme « Alfa » (América Latina Formación Académica) de l'Union européenne (1995-1998).

Membre du Comité de surveillance de la région Lombardie (1971-1972).

Membre de la Commission législative de la région Lombardie auprès de la présidence de l'administration régionale (1977-1982).

Membre de la Commission de réforme du droit international privé, Ministère italien de la justice (1985-1989).

Président du Comité d'organisation de la session de l'Institut de droit international (Milan, 1993).

## IX. Principales publications

Auteur de plusieurs livres, dont :

- *L'assistenza giudiziaria internazionale in materia civile*, Padoue, 1967.
- *L'esercizio non autorizzato del potere statale in territorio straniero*, Padoue, 1974.
- *Diritto delle Comunità europee* (1973), 6<sup>e</sup> édition, Milan, 2000 (traduit en albanais sous le titre *E drejta e Komuniteteve europiane*, Tirana, 1995; sera prochainement publié en espagnol sous le titre *Derecho de la Union y de las Comunidades Europeas*, Buenos Aires).
- *Diritto comunitario del lavoro*, Padoue, 1983 (traduction espagnole : *Derecho comunitario del trabajo*, Madrid, 1988); 2<sup>e</sup> édition, 2000.
- *La protection de la partie faible en droit international privé*, Hague Academy Collected Courses, 1984.
- *Il nuovo diritto internazionale privato italiano*, Milan, 1997.
- *Codice del diritto internazionale pubblico*, Turin, 1998.

Auteur d'une centaine d'articles et d'essais sur le droit international public et privé, publiés dans diverses revues italiennes et étrangères. La liste qui suit ne mentionne que ceux qui concernent la protection des droits de l'homme et le droit humanitaire :

- « La trattazione dei ricorsi ricevibili davanti alla Commissione europea dei diritti dell'uomo », *Riv. Dir. Int.*, 1972.
- « Uguaglianza delle armi e processo equo », *Studi parmensi*, XVIII, 1977.
- « L'integrazione regionale europea e il nuovo ordine economico internazionale », *Affari sociali internazionali*, 1981.
- « O papel das Comunidades Europeias no Processo de Integração Regional e a Nova Ordem Economica Internacional » (avec M. Tamburini), dans *Direito e Integração*, Brasília, 1981.

- « Considerations on the legislative function of the Universal Declaration of Human Rights in International Law », *Bulletin des droits de l'homme*, numéro spécial, Organisation des Nations Unies, New York, 1988.
- « La libertà di religione nel sistema normativo delle Nazioni Unite », dans *La tutela della libertà di religione* (Ferrari and Scovazzi éd.), Padoue, 1988 et, en français et en anglais, *Conscience et Liberté/Conscience and Liberty*, 1989.
- « Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques », dans le *Manuel relatif à l'établissement des rapports sur les droits de l'homme*, Nations Unies, New York, 1991 (également en anglais et en chinois).
- « Current Developments and Approaches in the Practice of the Human Rights Committee in Consideration of State Reports », dans *The Future of Human Rights Protection in a Changing World. Essays in honour of Torkel Opsahl*, Oslo, 1991.
- « Legal Value of the Human Rights Committee's Views », *Canadian Human Rights Yearbook*, 1991-1992.
- « Prolusione » to *Debito internazionale, principi generali del diritto, Corte internazionale di giustizia* (D. J. Andrés et S. Schipani éd.), Rome, 1993.
- « À propos de l'invocabilité de l'article premier du Pacte international relatif aux droits civils et politiques aux termes du Protocole facultatif », dans *Verfahrensgarantien im nationalen und internationalen Prozessrecht. Festschrift Franz Matscher*, Vienne, 1993.
- « Recent Developments in International Procedures for the Protection of Human Rights », dans *Law at the Turn of the 20th Century*, Thessalonique, 1994; également dans *Prospects for Reform of the United Nations System*, Padoue, 1993.
- « Comment favoriser l'application universelle des normes et instruments concernant les droits de l'homme », document A/CONF.157/PC/60/Add.4 des Nations Unies, 8 avril 1993 (dans toutes les langues officielles de l'ONU; également en japonais, *Liberty and Justice*, 44 Japan Fed. of Bar Associations 11, 1993).
- « Il contributo italiano alla protezione dei diritti umani nel sistema delle Nazioni Unite », dans *L'Italia e i diritti umani* (S. Marchisio et F. Raspadori éd.), Padoue, 1995.
- « Codification of Human Rights Law by the United Nations », dans *Perspectives on International Law* (N. Jasentuliyana éd.), La Haye, 1995.
- « Crossover Linkages and Overlaps between Crime Prevention and Criminal Justice and Human Rights », dans *The Contributions of Specialized Institutes and NGOs to the United Nations Criminal Justice Program* (Ch. Bassiouni éd.), La Haye, 1995.
- « Notas sobre el derecho de reparacion per detencion ilegal conforme el Pacto internacional de derechos civiles y politicos », dans *Héctor Gros Espiell. Amicorum Liber*, Bruxelles, 1996.
- « Droits de l'homme, dette extérieure et Cour de La Haye », dans *Diritto alla vita e debito estero* (P. Catalano éd.), Naples, 1997.

- 
- « La répartition des compétences et la coordination entre les mécanismes onusiens de protection des droits de l'homme », dans *L'ONU face à la détention arbitraire* (E. Decaux éd.), Paris, 1997.
  - « Note sulla giurisprudenza del Comitato dei diritti dell'uomo in materia di minoranze », dans *La tutela giuridica delle minoranze* (S. Bartole, N. Olivetti Rason, L. Pegoraro eds.), Padoue, 1998.
  - « La impunidad frente al Comité de derechos humanos de la ONU », dans *Contra la impunidad*, Barcelone, 1998.
  - « Un avvenimento importante nello sviluppo delle relazioni internazionale » (the establishment of the ICC), dans *Acque & Terre*, Venise, 1998.
  - « Creazione della Corte Penale Internazionale », dans *Relazioni Internazionali*, Milan, 1998.
  - « Extradition and Human Rights », Actes de l'atelier tenu à Ferrare en novembre 1999.
  - « Human Rights Law and Humanitarian Law: crossover linkages » (à paraître dans *Essays in honour of Judge A. Cassese*, 2001).

## Yenyi Olungu (République démocratique du Congo)

Nom : **Yenyi Olungu**  
 Prénom : Victor  
 Lieu et date de naissance : Onyumbe, le 25 octobre 1942.  
 État civil : Marié à Sandja Like Pauline et père de six enfants.  
 Humanités gréco-latine : Collège Saint-Louis de Kananga – 1965.  
 Bachelier en philosophie et lettres : Université Lovanium – 1968.  
 Licencié en droit : Université de Kinshasa – 1972.  
 Procureur général : 29 novembre 1990.  
 Avocat général de la République : 24 avril 1992.

### **Premier Avocat général de la République depuis le 12 avril 2002.**

Délégué de la magistrature à la Conférence nationale souveraine : 1991-1992.

Directeur de cabinet au Ministère de la justice : 1993-1994.

### **Délégué de la République démocratique du Congo-Zaïre à la Conférence mondiale des droits de l'homme à Vienne : juin 1993.**

**Délégué de la République démocratique du Congo-Zaïre à la Consultation du Caire sur les mécanismes de gestion, de prévention et de traitement des conflits en Afrique : mai 1994.**

**Délégué de la République démocratique du Congo-Zaïre à la Conférence régionale sur l'assistance aux réfugiés, rapatriés et personnes déplacées dans la région des Grands Lacs, Bujumbura : février 1995.**

**Juge honoraire du Tribunal administratif des Nations Unies à New York : 1997-1999.**

**Membre du Comité scientifique pour l'édition des codes Larcier du Congo depuis mai 1999.**

Expert pour l'élaboration du projet du Code congolais des droits de l'enfant : 2001.

Consultant, formateur auprès de l'ONG « Avocat sans frontière, Belgique » : 2002.

**Président de la Conférence pour le plaidoyer et l'élaboration du projet de loi de mise en œuvre du Statut de Rome pour la Cour pénale internationale : du 21 au 25 octobre 2002.**

**Expert – membre de la Commission permanente de réforme du droit congolais : 2002.**

Directeur de cabinet de Son Excellence Monsieur le Ministre de la justice : depuis juillet 2003.

### **Publications**

- « Évolution du droit constitutionnel zaïrois : cas de l'Acte du conclave et l'Acte constitutionnel de la transition » in *Justice et paix* n° 14.

- ***Cour suprême de justice : historique et textes annotés de procédure*, éditions Batena Ntambua 2000, ouvrage de 183 pages.**

Langues parlées : français et anglais (second level).

## Sharada Prasad Pandit (Népal)

1. **Nom :** **Sharada Prasad Pandit (M.)**, fils de feu Ambika Prasad Pandit, juge de district du Népal, et de feu M<sup>me</sup> Basundhara Devi Pandit. Marié à Uma Devi Pandit « Madhushree » en 1963. Trois fils, Sujeet, Sudesh et Sunil.
2. **Date de naissance :** 15 décembre 1942
3. **Lieu de naissance :** Simpani, Service n° 3, Tanhunsur Village Development Committee, Tanahun District, Gandaki Zone (Népal)
4. **Adresse**

Domicile : 424 Puja Pratisthan Road, Baneshwar Height, Metropolis-10  
P.O.Box 3777, Katmandou (Népal)  
Tél.: 00977-1-474658, # 4462133  
Courrier électronique: <sharadapandit@yahoo.com>

Bureau : Cour suprême du Népal,  
Ramshahpath, Katmandou  
Tél. : 00977-1-42628901  
Fax : 00977-1-4262878  
Site Web : <www.supremecourt.gov.np>
5. **Nationalité :** népalaise
6. **Éducation:**
  - a) Maîtrise ès arts (sciences politiques), 1971  
Spécialisation : relations internationales, droit international, organisations internationales  
University Tribhuvan de Katmandou (Népal)
  - b) Maîtrise en droit (droit international, droit comparatif), 1977  
Spécialisation : droit pénal international, droit humanitaire, coopération économique internationale, droit communautaire de l'Union européenne  
Université Virge de Bruxelles (Belgique)
  - c) Chercheur, Séminaire sur le régime juridique des cours d'eau internationaux; communication sur la liberté de navigation sur les cours d'eau internationaux présentée au Centre de recherches et d'études de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas), 1977
  - d) Pratique des langues étrangères :
    - Français du premier degré, Institut de phonétique de l'Université libre de Bruxelles (Belgique), 1976
    - Français du deuxième degré, Institut de phonétique de l'Université libre de Bruxelles (Belgique), 1976
7. **Situation actuelle :** Membre de la Cour suprême du Népal. Nommé par S. M. le Roi, sur recommandation du Conseil de justice,

en application de l'article 91 de la Constitution du Royaume du Népal, avril 2004; assermenté le 21 avril 2004.

**Responsabilités :**

- \* Connaître des affaires constitutionnelles invoquant le droit humanitaire et les droits de l'homme;
- \* Déclarer *ultra vires* après examen judiciaire l'adoption de lois incompatibles avec la Constitution;
- \* Connaître des affaires pénales et civiles et apporter une solution judiciaire en appel aux litiges prévus par la loi;
- \* Interpréter les traités internationaux auxquels le Népal est partie et les conventions internationales concernant le droit international humanitaire, les droits de l'homme et le droit pénal afin de les harmoniser, dans leur application au plan national, avec le droit conventionnel du Népal.

**8. Fonctions judiciaires :**

- 2003-2004 (mars) Président de la Cour d'appel de Biratnagar, Kosi Zone (Népal)
- 1999-2002 Président de la Cour d'appel de Rajbiraj, Sagarmatha (Mount Everest) Zone (Népal)
- 1994-1995 Président de la Cour d'appel de Dipayal (Népal)
- 1994-1995 Juge à la Cour d'appel d'Ilam (Népal)
- 1991-1994 Juge à la Cour d'appel de Butwal (Népal)
- 1985-1990 Procureur régional (1<sup>re</sup> classe), bureaux régionaux de Dipayal et Pokhara pour le Bureau du Procureur général du Népal
- 1981-1984 Juriste (Sous-Secrétaire, détaché auprès du Ministère de l'industrie), Ministère du droit et de la justice, Katmandou (Népal)
- 1976-1980 Représentant du Ministère public et Procureur (2<sup>e</sup> classe), bureaux de zone de Jumla et Katmandou pour le Bureau du Procureur général du Népal
- 1971-1975 Fonctionnaire de section, Ministère du droit et de la justice, Katmandou (Népal)
- 1970-1971 Fonctionnaire de section, assistant juridique de Dhanendra Bahadur Singh, membre de la Cour suprême, Katmandou (Népal)

**9. Formation :**

- a) Stage de formation à la gestion, Programme de formation du personnel, Gouvernement de S. M. le Roi du Népal, Katmandou (Népal), 1975
- b) Stage de formation au développement de la gestion CEDA, Université Tribhuvan, Katmandou (Népal), 1978

- c) Stage de formation au droit de la propriété industrielle de l'OMPI, Genève (Suisse), Strasbourg (France), Bombay et Delhi (Inde), 1984

**10. Langues :** népalais (langue maternelle); anglais (langue des études); français (écrit et parlé)

**11. Séminaires suivis :**

- a) « La négociation avec les corporations transnationales », organisé par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales à Katmandou (Népal), 1982
- b) « Les sociétés transnationales en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique », organisé par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales à Bangkok (Thaïlande), 1983
- c) « Les sociétés transnationales du pétrole », organisé par le Centre des Nations Unies sur les sociétés transnationales à Katmandou (Népal), 1984
- d) « La prévention du crime et le traitement des délinquants », organisé par l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient, à Katmandou (Népal), 1990
- e) Atelier d'initiation aux droits des réfugiés organisé par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Biratnagar (Népal), 1996
- f) Programme interactif organisé par la Société des magistrats du Népal à Biratnagar (Népal), 2001, sur le thème « Les ressources naturelles et la justice »

**12. Activités diverses :**

- 1995-1997 Conférencier invité pour un cours au niveau de la licence en droit à la faculté de droit de l'Université Tribhuvan de Katmandou (Népal)
- 1991 Responsable électoral lors des premières élections générales tenues dans la monarchie constitutionnelle et la démocratie parlementaire multipartite conformément à la Constitution du Royaume du Népal, 1990, groupe électoral n° 1, district de Kaski, Gandaki Zone (Népal)
- 1981-1984 Conseil d'administration de la Bourse des valeurs mobilières de Katmandou (Népal), projet d'exploration des ressources minières, Katmandou (Népal)
- 1980-1983 Conférencier invité à un tribunal fictif d'étudiants, faculté de droit de l'Université Tribhuvan de Katmandou (Népal)
- 1973-1974 Suivi des audiences de la Commission royale des lois en qualité de secrétaire (responsable de section) pendant deux ans; remercié dans la préface du projet de Code pénal de 1973 par la Commission pour le concours apporté de manière créative à la rédaction du texte, y compris du rapport présenté à S. M. le Roi du Népal

**13. Réunions et conférences :**

- \* Négociation d'un emprunt auprès de la Société financière internationale, Washington (États-Unis), 1982
- \* Réunion intergouvernementale ad hoc sur le problème des sociétés transnationales dans la région du sud et du sud-est de l'Asie et du Pacifique, Bangkok (Thaïlande), 1983
- \* Huitième Conférence (internationale) de l'Association sud-asiatique de coopération régionale tenue à Katmandou (Népal) du 22 au 24 septembre 2000
- \* Quatrième, cinquième, sixième, septième, huitième, neuvième, dixième et onzième Conférences des membres de la Cour suprême et des présidents de cour d'appel, tenues à Katmandou (Népal) entre 1996 et 2003

**14. Associations professionnelles et sociétés savantes :**

- \* Association des magistrats du Népal, Katmandou (Népal)
- \* Droit du Népal, Association sud-asiatique de coopération régionale, Katmandou (Népal)

**15. Mémoire de fin d'études :**

*Developing Rights of Landlocked States & Law of the Sea: its significance in the case of Nepal* (Le développement des droits des pays sans littoral et le droit de la mer : sa signification pour le Népal), Université de Bruxelles, 1977

**16. Communications et publications :**

- a) *Developing Legal Practice in Nepal: Some Problems and Suggestions*, paru à Gorkhapatra, Katmandou (Népal), considéré comme un article de recherche par la Commission du service public de Katmandou (Népal), 1968
- b) *Nepal & Transnational Corporations*, paru dans le document de l'ONU CTC/ESCAP/MICT/4 de la Commission économique et sociale de l'ONU pour l'Asie et le Pacifique, Bangkok (Thaïlande), 1983, repris dans *Industrial Digest*, Katmandou (Népal), 1984
- c) *Freedom of Navigation in International Rivers: its significance on access to the sea via River Ganges in the case of Nepal*, présenté au Centre de recherches et d'études de l'Académie de droit international de La Haye (Pays-Bas), 1977
- d) Rapport sur la navigation des cours d'eau nationaux et internationaux dans le contexte du droit des pays riverains et non riverains selon les principes établis du droit international et de la Convention sur le droit de la mer : projet de législation et de réglementation concernant la navigation intérieure présenté au Ministère des travaux publics et des transports, Gouvernement de S. M. le Roi du Népal, sous forme de projet de recherche, 1985, par l'intermédiaire du Centre de recherches Bienvenue de Katmandou (Népal)
- e) Rédaction d'un document de travail sur la promotion du rôle effectif du pouvoir judiciaire présenté à la quatrième Conférence des membres de la

Cour suprême du Népal et présidents de cour d'appel, tenue à Katmandou (Népal), 1996

**17. Pays visités :**

États-Unis, Angleterre, Belgique, France, Allemagne, Hollande, Luxembourg, Japon, Thaïlande, Hong Kong, Suisse, Inde

**18. Loisirs, centres d'intérêt :**

Visite des sites naturels, notamment des régions himalayennes

Étude d'ouvrages de référence et d'articles de recherche

Ping pong

**19. Références :**

M. Govinda Bahadur Shrestha, Président de la Cour suprême du Népal, Cour suprême, Ramshahapath, Katmandou (Népal) tél. : 977-1-4262845, télécopie : 977-1-4262878

M. Kedar Nath Upadhyaya, ancien Président de la Cour suprême du Népal, Baneswor, Katmandou, tél. : 977-1-4494230

## Vonimbolana Rasoazanany (Madagascar)

### État civil

Rasoazanany Vonimbolana

Né le 13 novembre 1950 à Antananarivo (Madagascar)

Marié, 3 enfants

Nationalité : malgache

### Titre

Magistrat de première classe (depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996)

Titulaire du poste de Président de Chambre de la Cour suprême

### Fonctions actuelles

Juge *ad litem* du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie de La Haye, affecté à la Chambre de première instance II depuis novembre 2003

### Diplômes

**1971 :** Baccalauréat, option philosophie

**1975 :** Baccalauréat en droit (Université d'Antananarivo)

**1975 :** Diplôme de l'Institut d'études judiciaires de l'Université d'Antananarivo

### Expérience professionnelle

**1976-1978 :** Substitut du Procureur à Diégo-Suarez

**1978-1981 :** Coroner et juge à Ambositra : Coroner chargé de l'instruction et des recherches sur les crimes de sang, le grand banditisme, les vols de bétails, les abattages, etc.

Juge saisi de toutes les affaires criminelles et civiles

**1981-1985 :** Coroner et juge de première instance à Antsirabe

**1985-1990 :** Conseiller auprès de la Cour d'appel d'Antananarivo, saisi de toutes les affaires pénales, correctionnelles et civiles en appel, Président du Tribunal pénal

**1991-2002 :** Conseiller auprès de la Cour suprême, membre élu par l'Assemblée nationale à la formation de contrôle de la Cour suprême

Magistrat inspecteur du Tribunal de première instance et des cours

**12 juin 2001 :** Élu juge *ad litem* par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour un mandat de 4 ans (12 juin 2001-11 juin 2005)

**Juin 2002 :** Nommé Directeur des études et des relations extérieures au Ministère de la justice

**Novembre 2003 :** Juge *ad litem* au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie

**Attestations**

- 1999 :** Opérations de maintien de la paix (aspects juridiques des opérations de paix), attestation délivrée par le Defence Institute of International Legal Studies des États-Unis
- 1999 :** Attestation de participation à la lutte contre la drogue et toxicomanie, délivrée par le Département de la politique internationale de l'ambassade de France
- 2000 :** Attestation de participation au stage sur la formation des magistrats
- 2001 :** Attestation de participation à la session de formation aux droits de l'homme, délivrée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- 2002 :** Attestation de participation au stage organisé pour les juges sur le sujet « Le pouvoir judiciaire face aux affaires liées aux drogues en Afrique du Sud et de l'Est », organisé par l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et de la prévention du crime, Pretoria (Afrique du Sud)

**Autres activités professionnelles**

- 1985-1986 :** Professeur adjoint de droit civil à l'Université d'Antananarivo (Madagascar)
- 1992 :** Membre, en qualité d'expert, du Comité de rédaction de la Constitution de Madagascar
- 1993-1996 :** Membre, à titre de conseiller, de l'Association des magistrats de Madagascar
- 1997 :** Membre de l'équipe de l'humanisation de la détention provisoire (2 497 des 3 000 personnes détenues depuis plus de 5 ans ont été jugées)
- 1998-2003 :** Membre du Groupe de travail sur la promotion des droits de l'homme (ambassade des États-Unis)
- 2000 :** Collaboration avec le consultant du PNUD à l'examen des programmes relatifs aux droits de l'homme
- 2000 :** Collaboration avec le consultant de l'UNICEF à la rédaction du *Rapport mondial sur les enfants*, Sommet de 2000 (Madagascar)
- Depuis 2000 :** Membre de la Ligue africaine des droits de l'homme et des peuples
- Depuis 2002 :** Membre du Comité malgache de défense des droits de l'homme
- Depuis 2002 :** Membre de l'Union pour la protection des droits de l'homme

**Séminaires et conférences**

- 1996** : Atelier consacré aux femmes juristes
- 1996** : Atelier consacré aux droits de la défense et au rôle des avocats
- 1998** : Conférence nationale sur « La stratégie d'amélioration du travail des magistrats »
- 2000** : « La lutte contre la corruption » (conférence)
- 2000** : « Les droits de l'homme et la chrétienté » (conférence)
- 2001** : Conférence de l'OUA sur la société civile, « Développement d'un partenariat pour la promotion de la paix et le développement en Afrique », Addis-Abeba (Éthiopie)

**Formation**

- 1999** : Formation aux opérations de maintien de la paix organisée par le Defence Institute of International Legal Studies des États-Unis
- 1999** : Formation au droit et à la gestion
- 2000** : Formation à l'inspection des juridictions
- 2000** : Formation au droit des réfugiés organisée par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

**Connaissances informatiques**

MS WORD 97, 2000, XP sous WINDOWS

MS EXCEL 97, 2000, XP sous WINDOWS

Internet

**Langues**

Malgache : langue maternelle

Français : lu, écrit et parlé couramment

Anglais : bonne connaissance

**Articles publiés**

La lutte contre la corruption (2000)

Le rôle des tribunaux pénaux internationaux dans la responsabilisation devant la justice et l'instauration de l'état de droit (2001)

**Distinctions**

Chevalier de l'Ordre national

Officier de l'Ordre national

## **Patrick Lipton Robinson (Jamaïque)**

### **Études**

Middle Temple, Londres	Avocat
Kings College, Université de Londres	Maîtrise en droit (droit international)
University College of the West Indies	Licence ès lettres (anglais, latin, économique)

### **Expérience professionnelle**

#### **Depuis 1998**

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, Président de la Chambre de première instance III; membre du Bureau du Tribunal, membre du Groupe de travail des pratiques judiciaires du Tribunal; membre du Comité des publications du Tribunal

#### **À partir de 1996**

Membre du Comité international de bioéthique de l'UNESCO (Vice-Président en 2002)

#### **1995**

Membre de la Commission de la vérité et de la justice en Haïti

#### **1991-1995**

Membre de la Commission du droit international; membre a) du Groupe de travail de la Commission du droit international chargé de rédiger le statut d'un tribunal pénal international; b) du Groupe de travail sur la responsabilité internationale pour les conséquences préjudiciables d'activités qui ne sont pas interdites par le droit international; membre du Comité de rédaction sur le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité

#### **1987-1995**

Membre de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, Président de la Commission (1991)

#### **1986-1988**

Solicitor General adjoint, Ministère de la justice, Jamaïque

#### **1977-1986**

Premier substitut du Procureur général et Directeur de la Division du droit international, Ministère de la justice, Jamaïque

#### **1975-1977**

Substitut du Procureur général, Ministère de la justice, Jamaïque

#### **1973-1975**

Conseiller de la Couronne, Ministère de la justice, Jamaïque

**1972-1973**

Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères, Jamaïque

**1968-1971**

Conseiller de la Couronne, Directeur du Bureau du Procureur général, Jamaïque

**Publications et travaux de recherche**

M. Robinson a publié un grand nombre d'ouvrages portant sur des questions de droit international. On trouvera ci-après une liste de certains de ses récents ouvrages et projets de recherche :

- 2002** « Human Rights and State Power in Troubled Times », *West Indies Law Journal*, vol. 27 (1) 2002, p. 49
- 2002** « The Missing Crimes » dans *The Rome Statute of the International Criminal Court: A Commentary*, (établi sous la direction d'Antonio Cassese, de Paola Gaeta et de John R. W. D. Jones); publié par Oxford University Press, 2002, p. 497
- 2000** « Ensuring Fair and Expeditious Trials at the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia », 11 *European Journal of International Law* 2000, p. 69
- 1998** « Criteria to test the Development Friendliness of Investment Agreement », *Transnational Corporations*, vol. 7, n° 1, avril 1998
- 1993** « Treaty Negotiations, Drafting, Ratification and Accession by CARICOM States », publié dans le *West Indian Law Journal*, vol. 18, n° 2
- 1992** « The Inter-American Human Rights System », *West Indian Law Journal*, vol. 17, p. 8, mai 1992;
- 1986** « Common Ownership and Development of Extra-territorial (Maritime) Resources of the Region », *West Indian Law Journal*, vol. 10, mai 1986.

**Distinctions honorifiques**

Fait Commandeur du Order of Distinction (CD) par le Gouvernement jamaïcain en 1986, pour services rendus dans le domaine du droit international

Prix Pelican décerné par l'University of West Indies (Guild of Graduates) en 2000, pour services rendus à la Jamaïque dans le domaine du droit international

Récompensé par la Jamaican Bar Association en 2002, pour services rendus dans le domaine du droit international

Membre de l'American Society of International Law et du British Institute of International and Comparative Law

## Wolfgang Schomburg (Allemagne)

Date et lieu de naissance : le 9 avril 1948, à Berlin-Spandau

Marié, deux enfants

### I. Parcours professionnel

Depuis octobre 2003	Juge à la Chambre d'appel du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et du Tribunal pénal international pour le Rwanda Membre du Bureau Membre du Groupe des pratiques judiciaires Membre du Groupe de travail sur le conseil de la défense
Nov. 2001-sept. 2003	Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (Président de la Chambre II) Membre du Groupe de travail sur les méthodes de travail des chambres d'appel Membre du Groupe de travail sur le conseil de la défense Membre du Groupe de travail sur la pratique en matière de peines
2000-2001	Expert indépendant spécialisé en droit pénal, avocat, chargé de mission pour le Conseil de l'Europe Projets d'avis et avis sur les codes de procédure pénale et sur l'application des Conventions du Conseil de l'Europe en matière pénale dans les pays suivants : Bosnie-Herzégovine, Moldova, Russie, Ukraine
1995-2000	Juge à la Haute Cour fédérale (Karlsruhe), première chambre des affaires criminelles; juge d'instruction
1991-1995	Conseil (des parties civiles ou des accusés) dans des procédures pénales internationales (France – Paris et la Réunion; Pays-Bas, île Maurice, États-Unis, Royaume-Uni), Berlin
1989-1991	Sous-Secrétaire d'État – Commission des lois, Conseil fédéral, Berlin
1986-1989	Premier procureur, Berlin (Ouest)
1984-1986	Juge (affaires pénales), cour régionale de Berlin (Ouest)
1983-1984	Détaché auprès du Procureur fédéral
1981-1983	Détaché auprès du Bundestag (chambre basse du Parlement allemand), Bonn (assistant de recherche spécialisé en droit pénal et procédure pénale)
1979-1981	Détaché auprès du Procureur fédéral

1974-1979	Procureur, Berlin (Ouest)
1974	Deuxième examen d'État (droit)
1973	London School of Economics : cours de vocabulaire juridique (cours d'été)
1971	Premier examen d'État (droit)
1966-1971	Études à la Freie Universität de Berlin

## II. Autres activités professionnelles

Depuis 1993	Chargé de cours/expert du Conseil de l'Europe dans des séminaires de droit pénal international, avec notamment des missions dans les pays suivants : États baltes, Géorgie, Moldova, Russie, Ukraine  Conférencier invité d'instituts des Nations Unies : Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI) (Tokyo), ISCIS (Italie)
1993-1997	Maître de conférences à la faculté de droit de la Freie Universität de Berlin
Depuis 1993	Chargé de cours à l'École de la magistrature et à l'École de la police et, ponctuellement, conférencier invité à l'Académie de droit européen (Paris, Bruxelles, Helsinki, Trèves) et à l'école de droit de Harvard
Depuis 1991	Examineur membre du Conseil des examens de droit de Berlin (Président depuis 1995)

## III. Associations professionnelles

- Association internationale de droit pénal, avec notamment participation aux conférences de Fribourg, Helsinki, Rio de Janeiro et Utrecht
- Société pour la réforme du droit pénal
- Diverses sociétés de juristes allemands

## IV. Publications

Plus de 70 publications

Coordonnateur et coauteur de *Normes et observations de l'Allemagne sur la coopération internationale en matière pénale* (3<sup>e</sup> éd., Munich 1998, 1 605 p.)

## **Mohamed Shahabuddeen (Guyana)**

### **Données personnelles**

Né le 7 octobre 1931 à Vreed-en-Hoop (Guyana). Citoyen du Guyana

### **Titres**

Licence en droit (Londres, 1953)

Inscrit au barreau (Middle Temple, Londres, février 1954)

Maîtrise de droit (Londres, 1958)

Licence en sciences économiques (Londres, 1959)

Queen's Counsel, mars 1966

Senior Counsel, février 1970

Ph. D. (doctorat) (Londres, 1970)

LL. D. (doctorat en droit) (Londres, 1986)

LL. D. (doctorat en droit) *honoris causa* (University of West Indies), 1992

Honorary Bencher du Middle Temple, 1993

### **Fonctions internationales exercées actuellement**

Juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie du 16 juin 1997 au 16 novembre 2005, normalement à la Chambre d'appel; Vice-Président du Tribunal du 17 novembre 1997 au 16 novembre 1999, puis du 16 novembre 2001 au 26 février 2003

Juge au Tribunal pénal international pour le Rwanda (Chambre d'appel) du 17 novembre 1997 au 16 novembre 2005

Juge à la Cour permanente d'arbitrage de 1998 à aujourd'hui

### **Fonctions internationales exercées par le passé**

Juge à la Cour internationale de Justice (1988-1997)

### **Postes occupés au Guyana**

Avocat, cabinet privé (août 1954-mai 1959)

Magistrat (mai 1959-août 1959)

Avocat de la Couronne (août 1959-avril 1962)

Solicitor-General (avril 1962-juillet 1973) avec rang de juge d'appel à partir de mai 1971

Procureur général (1973-1987)

Ministre des affaires juridiques (1978-1987)

Ministre des affaires étrangères par intérim, à diverses reprises de 1978 à 1987

Autres portefeuilles ministériels importants, notamment premier Vice-Premier Ministre et Vice-Président

### **Expérience professionnelle connexe**

Membre de la délégation guyanienne à l'Organisation des Nations Unies (1972)

Membre du Conseil d'administration de l'Université du Guyana (1963-1965)

Membre du Conseil de l'enseignement juridique des pays des Caraïbes membres du Commonwealth (1973-1987)

Membre (avec rang d'Ambassadeur) de la Commission frontalière mixte Guyana/Venezuela (1966-1970)

Membre de la délégation guyanienne à nombre de négociations et conférences internationales (1962-1987), notamment :

Conférence des Nations Unies sur la succession d'États en matière de traités, Vienne (1977);

Conférences des chefs de gouvernement du Commonwealth tenues à Lusaka (1979), Melbourne (1981), New Delhi (1983), Nassau (1985) et Vancouver (1987);

Conférence au Sommet Nord-Sud de Cancun (1981);

Assemblée générale de l'Organisation des États américains (Sainte-Lucie, décembre 1981);

Réunions des ministres des affaires étrangères des pays non alignés tenues à Georgetown (1972) et New Delhi (1981);

Réunion des membres du Bureau de coordination des pays non alignés (Alger, 1981);

Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays non alignés (New Delhi, 1983);

Conférences des chefs de gouvernement des pays des Caraïbes membres du Commonwealth tenues à Ocho Rios (1982), Port of Spain (1983), Nassau (1984), Georgetown (1986) et Sainte-Lucie (1987);

Réunions des ministres de la justice du Commonwealth tenues à Lagos (1975), la Barbade (1980), Sri Lanka (1983) et Harare (1986);

Conférence juridique du Commonwealth (Hong Kong, 1983).

Arbitre (CCI, Paris), (1997-2001)

### **Organisations**

Membre (avant de devenir juge) du barreau guyanien, qui est affilié à l'Organisation des barreaux des pays des Caraïbes membres du Commonwealth

Membre de l'Association des assistants parlementaires du Commonwealth (1983)

Membre honoraire de l'American Society of International Law (Président du Jessup International Law Moot Court (tribunal fictif), Washington, 1991)

Membre des organes centraux de l'Association du droit international  
Membre de l'Institut de droit international (Premier Vice-Président, 1999-2001)  
Membre de la Société française pour le droit international  
Membre associé de l'Académie internationale de droit comparé  
Membre du Conseil consultatif de la Société africaine de droit international et comparé  
Membre honoraire à vie de l'Indian Society of International Law  
Membre du Conseil consultatif de l'*European Journal of International Law*  
Membre du Conseil consultatif du *Journal of International Criminal Justice*  
Membre du Conseil des éditeurs honoraires du *Chinese Journal of International Law*  
Membre du Conseil consultatif de la revue *The Law and Practice of International Courts and Tribunals: A Practitioner's Journal*  
Membre du Conseil électoral de la chaire Whewell de droit international de l'Université de Cambridge (1994-1998)  
Membre du Haut Comité de patronage, Euxodie (Aide internationale aux universités ACP)

### **Ouvrages**

*The Legal System of Guyana* (Georgetown, 1973)  
*Constitutional Development in Guyana, 1621-1978* (Georgetown, 1978)  
*Precedent in the World Court, Hersch Lauterpacht Memorial Lectures* (Cambridge University Press, 1996)

### **Articles**

« The Role of the Lawyer in Developing Guyana » (Georgetown, 1974)  
« Towards Industrial Justice in Guyana » (Georgetown, 1974)  
« Law Reform in Guyana », *Guyana Bar Association Review*, décembre 1981  
« Refresher Courses: Compulsory or Optional? », *Proceedings of the Commonwealth Law Conference*, Hong Kong, septembre 1983  
« Slavery and Historiographical Rectification », in *Proceedings of the International Round Table to Commemorate the 150th Anniversary of the Abolition of Slavery in the Anglophone Caribbean*, publié par le Guyana Commemoration Committee avec l'aide de l'UNESCO, 1985  
« The ICJ: First Impressions », allocution, Research Centre for International Law, University of Cambridge, février 1991  
« The ICJ: An End to Underemployment », *Proceedings of the American Society of International Law*, avril 1991  
« The ICJ: Selected Aspects », allocution, Columbia University, avril 1991

- « The ICJ: The Integrity of an Idea », in *International Law in Transition, Essays in Memory of Judge Nagendra Singh*, 1992, p. 341
- « The ICJ: The Road to Universality », allocution, Council of Legal Education of the Commonwealth Caribbean, Trinité-et-Tobago, 21 février 1992
- « The International Court of Justice: The View from the West Indies », allocution, Law Association of Trinidad and Tobago, 5 décembre 1992
- « Developing Countries and the Idea of International Law », in *Essays in Honour of Wang Tieya* (sous la direction de R. St. J. Macdonald), 1993, p. 72
- « Municipal Law Reasoning in International Law », in Vaughan Lowe and Malgosia Fitzmaurice (éd.), *Fifty Years of the International Court of Justice* (Cambridge, 1996), p. 90 à 103
- « The International Court of Justice: Image, Mission, Mandate », The First Taslim Elias Memorial Lecture, Nigerian Society of International Law, 19 mai 1994
- « The Hersch Lauterpacht Memorial Lectures », Cambridge University, novembre 1994
- « The World Court at the Turn of the Century », in A. S. Muller, D. Rai and J. T. Thuránszky (éd.), *The International Court of Justice: Its Future Role After Fifty Years* (La Haye, 1996), p. 3 à 29
- « The Evolution of the Global Legal Framework », in *Boutros Boutros-Ghali, Amicorum Discipulorumque Liber* (Bruxelles, 1998), vol. 1, p. 701 à 724
- Note on Third Party Intervention in International Litigation, *Annuaire de l'Institut de droit international*, session de Berlin, vol. 68-I, 1999 (Paris, 1999), p. 229 à 239
- « Duress in International Humanitarian Law », in C. A. Armas Barea et al. (éd.), *Liber Amicorum 'In Memoriam' of Judge José María Ruda* (Kluwer, 2000), p. 563 à 574
- « The competence of a tribunal to deny its existence », in *International Law in the Post-Cold War World, Essays in Memory of Li Haopei* (Londres, 2001), p. 473
- « Consistency in Holdings by International Tribunals », in N. Ando et al. (éd.), *Liber Amicorum Judge Shigeru Oda* (La Haye, 2002), p. 633 à 650
- « Policy-Oriented Law in the International Criminal Tribunal for the Former Yugoslavia », in L. C. Vohrah et al. (éd.), *Man's Inhumanity to Man* (La Haye, 2003), p. 889 à 898
- « Some Aspects of the ICTY », in Andrea Giardina et Flavia Lattanzi (éd.), *Essays in Honour of Gaetano Arangio-Ruiz* (Naples, 2004, à paraître), p. 1 423 à 1 494
- « Customary International Law and *nullum crimen sine lege* », allocution, Université européenne de Florence (Italie), 28 mai 2004; également à paraître in *European Journal of International Law* (2004)
- « The International Criminal Process and the Global Community », in *The Integrationist*, Georgetown (Guyana), 2004 (à paraître)

### **Cour internationale de justice (de février 1988 à février 1997)**

A participé à toutes les affaires dont a été saisie la Cour et a rendu une opinion individuelle dans les affaires suivantes :

Accord relatif au Siège de l'Organisation des Nations Unies, (*C.I.J., Recueil 1988*)

Affaire relative à des actions armées frontalières et transfrontalières, (*C.I.J., Recueil 1988*)

Incident aérien du 3 juillet 1988, (*C.I.J., Recueil 1989*)

Affaire du différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (composition de la Chambre), (*C.I.J., Recueil 1989*)

Applicabilité de la section 22 de l'article VI de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, (*C.I.J., Recueil 1989*)

Affaire du différend frontalier terrestre, insulaire et maritime (requête à fin d'intervention), (*C.I.J., Recueil 1990*)

Affaire relative à la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (mesures conservatoires), (*C.I.J., Recueil 1990*)

Affaire du passage par le Grand-Belt, (*C.I.J., Recueil 1991*)

Affaire relative à la sentence arbitrale du 31 juillet 1989 (Guinée-Bissau/Sénégal), (*C.I.J., Recueil 1991*)

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. Royaume-Uni, mesures conservatoires), (*C.I.J., Recueil 1992*)

Questions d'interprétation et d'application de la Convention de Montréal de 1971 résultant de l'incident aérien de Lockerbie (Jamahiriya arabe libyenne c. États-Unis, mesures conservatoires), (*C.I.J., Recueil 1992*)

Affaire relative à certaines terres à phosphates à Nauru (Nauru c. Australie, exceptions préliminaires), (*C.I.J., Recueil 1992*)

Affaire de la délimitation maritime dans la région située entre le Groenland et Jan Mayen (Danemark c. Norvège), (*C.I.J., Recueil 1993*)

Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide [Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie (Serbie et Monténégro)], nouvelles demandes de mesures conservatoires, (*C.I.J., Recueil 1993*)

Affaire du différend territorial (Jamahiriya arabe libyenne/Tchad), (*C.I.J., Recueil 1994*)

Affaire de la délimitation maritime et questions territoriales entre Qatar et Bahreïn (Qatar c. Bahreïn), compétence et recevabilité, (*C.I.J., Recueil 1995*)

Affaire relative au Timor oriental (Portugal c. Australie), (*C.I.J., Recueil 1995*)

Demande d'examen de la situation présentée par la Nouvelle-Zélande au titre du paragraphe 63 de l'arrêt rendu par la Cour le 20 décembre 1974 dans

l'affaire des essais nucléaires (Nouvelle-Zélande c. France), (*C.I.J., Recueil 1995*)

Affaire de la frontière terrestre et maritime entre le Cameroun et le Nigéria (Cameroun c. Nigéria), mesures conservatoires, [*C.I.J., Recueil 1996 (I)*]

Licéité de l'utilisation des armes nucléaires par un État dans un conflit armé, [*C.I.J., Recueil 1996 (I)*]

Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, [*C.I.J., Recueil 1996 (I)*]

Affaire relative à l'application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Bosnie-Herzégovine c. Yougoslavie), [*C.I.J., Recueil 1996 (II)*]

Affaire des plates-formes pétrolières (République islamique d'Iran c. États-Unis d'Amérique), [*C.I.J., Recueil 1996 (II)*]

### **Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda (de 1997 à aujourd'hui)**

A participé à un grand nombre de jugements et de décisions (presque toujours en appel) et a rendu une opinion individuelle dans les affaires suivantes :

Le Procureur c. Erdemović – IT-96-22-*Tbis* – 5 mars 1998

Le Procureur c. Bagosora – ICTR-98-37-A – 8 juin 1998

Le Procureur c. Kovačević – IT-97-24-AR73 – 2 juillet 1998

Le Procureur c. Blaškić – IT-95-14-T – 21 juillet 1998

Le Procureur c. Nyiramasuhuko – ICTR-97-21-A – 28 octobre 1998

Le Procureur c. Nsengiyumva – ICTR-96-12-A – 3 juin 1999

Kanyabashi c. le Procureur – ICTR-96-15-A – 3 juin 1999

Le Procureur c. Tadić – IT-94-1-A – 15 juillet 1999

Le Procureur c. Delalić – IT-96-21-T – 25 octobre 1999

Barayagwiza c. le Procureur – ICTR-97-19-AR72 – 3 novembre 1999

Le Procureur c. Tadić – IT-94-1-A – 26 janvier 2000

Le Procureur c. Baškić – IT-95-14-T – 3 mars 2000

Barayagwiza c. le Procureur – ICTR-97-19-AR72- 31 mars 2000

Semanza c. le Procureur – ICTR -97-20-A – 31 mai 2000

Kambanda c. le Procureur – ICTR-97-23-A – 13 juin 2000

Le Procureur c. Furundžija – IT-95-17/1-A – 21 juillet 2000

Ngeze c. le Procureur – ICTR-97-27-AR72 – 5 septembre 2000

Le Procureur c. Simić – IT-95-9-AR108*bis* - 27 mars 2001

Le Procureur c. Jelisić – IT-95-10-A – 5 juillet 2001

Kayishema c. le Procureur – ICTR-95-1 – 19 juillet 2001  
Musema c. le Procureur – ICTR-96-13-A – 16 novembre 2001  
Le Procureur c. Kajelijeli – ICTR-98-44A-T – 16 novembre 2001  
Kajelijeli c. le Procureur – ICTR-98-44-A-A – 14 décembre 2001  
Le Procureur c. Krajišnik – IT-00-49&40-AR72.3 – 14 février 2002  
Rutaganda c. le Procureur – ICTR-96-3-A – 28 juin 2002  
Le Procureur c. Milošević – IT-02-54-AR73.2 – 30 septembre 2002  
Le Procureur c. Blagojević – IT-02-60-AR65 & IT-02-60-AR65.2 – 3 octobre 2002  
Le Procureur c. Šainović – IT-99-37-AR65 – 30 octobre 2002  
Le Procureur c. Kabuga – ICTR-98-44 – 22 novembre 2002  
Le Procureur c. Bobetko – IT-02-62-AR54*bis* & IT-02-62-AR108*bis* – 29 novembre 2002  
Le Procureur c. Brđjanin – IT-99-36-AR73.9 – 11 décembre 2002  
Le Procureur c. Nikolić – IT-94-2-AR72 – 9 janvier 2003  
Le Procureur c. Milutinović – IT-99-37-AR72 – 21 mai 2003  
Le Procureur c. Milošević – IT-02-54-AR73.5 – 21 mai 2003  
Le Procureur c. Rutaganda – ICTR-96-3-A – 26 mai 2003  
Le Procureur c. Krstić – IT-98-33-A – 1<sup>er</sup> juillet 2003  
Le Procureur c. Hadžihasanović – IT-01-47-AR72 – 16 juillet 2003  
Le Procureur c. Krnojelac – IT-97-25-A – 17 septembre 2003  
Le Procureur c. Nyiramasukuko – ICTR-98-42-A15*bis* – 24 septembre 2003  
Le Procureur c. Rukundo – ICTR-200170-AR108 – 17 octobre 2003  
Le Procureur c. Milošević – IT-02-54-AR73.4 – 31 octobre 2003  
Le Procureur c. Milošević – IT-02-54-AR73.5 – 31 octobre 2003  
Le Procureur c. Milošević – IT-02-54-AR73.6 – 20 janvier 2004  
Le Procureur c. Vasiljević – IT-98-32-A – 25 février 2004  
Mugiraneza c. le Procureur – ICTR-99-50-AR73 – 27 février 2004  
Le Procureur c. Brđjanin – IT-99-36-A – 19 mars 2004  
Le Procureur c. Krstić – IT-98-33 – 6 avril 2004  
Le Procureur c. Krstić – IT-98-33-A – 19 avril 2004  
Le Procureur c. Milutinović – IT-99-37-AR72.2 – 8 juin 2004  
Le Procureur c. Halilović – IT-01-48-AR73 – 21 juin 2004

**Distinctions honorifiques nationales**

1988, Order of Excellence (la plus haute distinction honorifique guyanienne)

1980, Order of Roraima (deuxième distinction honorifique guyanienne)

1970, Cacique's Crown of Honour (troisième distinction honorifique guyanienne)

## **Christine Van den Wyngaert (Belgique)**

### **Renseignements personnels**

Date de naissance : 1952

Nationalité : belge

Adresse professionnelle : Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, La Haye (Pays-Bas)

### **Diplômes universitaires**

Licenciée en droit, Université libre de Bruxelles (1974)

Licenciée en criminologie, Université libre de Bruxelles (1975)

Docteur en droit (avec thèse), Université libre de Bruxelles (*maxima cum laude* – 1979) – thèse couronnée du prix Henri Rolin 1980

*Doctor honoris causa*, Université d'Uppsala, Suède (juin 2001)

### **Activités professionnelles**

Chercheur Fonds national de recherche scientifique (1974-1984). Recherche : droit pénal international

Professeur de droit à l'Université d'Anvers. Matières enseignées : droit pénal et procédure pénale belges, droit pénal international et droit pénal comparé (depuis 1985)

Professeur invitée à l'Université de Cambridge (Center for European Legal Studies (1994-1996), Research Centre for International Law (1996-1997)

Professeur invitée à la faculté de droit de l'Université de Stellenbosch (Afrique du Sud) (2001)

### **Expérience au sein du système des Nations Unies**

Juge ad hoc, Cour internationale de Justice (affaire *Congo/Belgique*) (2000-2002)

Juge *ad litem*, Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (élue en 2001 et chargée de l'affaire Strugar en 2003)

### **Missions d'expert auprès de différents organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, notamment**

Observatrice de la Ligue des droits de l'homme au procès d'Helen Passtoors à Johannesburg en 1986

Vice-Présidente de la Commission belge de réforme de la procédure pénale (Commission Franchimont) (1991-1998)

Experte auprès de l'Association de droit international [Comité sur le terrorisme (1985-1989)]; rapporteure en matière de droit civil du Comité sur l'extradition et les droits de l'homme (1992-1998)

Experte auprès de l'Association internationale de droit pénal (Rapporteuse générale pour le quatrième thème (coopération internationale) du Congrès international sur le crime organisé, Budapest, 1999)

Experte auprès de la Direction générale XX de la Commission européenne et de l'UCLAF-OLAF, a participé à divers projets d'étude sur la fraude dans l'Union européenne (notamment la rédaction d'un *Corpus juris* pour la répression de la fraude transnationale en Europe, 1993-2000)

Rapporteuse générale de l'étude « Protection pénale des intérêts financiers dans les États candidats à l'adhésion (2000-2002) » (Commission de l'Union européenne et Académie de droit européen de Trêves)

## Publications

### A. Livres

*The Political Offence Exception to Extradition. The Delicate Problem of Balancing the Rights of the Individual and the International Public Order*, Kluwer, Deventer, 1980, 270 pages

*La protection juridique des intérêts financiers des Communautés européennes* (dir. de publ. avec F. Tulkens et Y. Verougstraete), Maklu 1992

*Comparative Criminal Procedure Systems in the European Community* (dir. de publ. avec Gane et al.), Butterworth, 1993, 408 pages

*EG-fraudebestrijding in de praktijk* (dir. de publ. avec C. Fijnaut et L. Huybrechts), Maklu 1994

*International Criminal Law and Procedure* (dir. de publ. avec J. Dugard), Dartmouth, 1996, 550 pages

*Corpus juris: houdende strafbepalingen ter bescherming van de financiële belangen van de Europese Unie : portant dispositions pénales pour la protection des intérêts financiers de l'Union européenne* (dir. de publ.), Anvers : Intersentia, 1998, 189 pages

*Strafrecht en het strafprocesrecht in hoofdlijnen*, Maklu, Anvers/Apeldoorn, 2003, 1 010 pages, 5<sup>e</sup> édition

*International Criminal Law. A Collection of International and European Instruments* (dir. de publ., Kluwer International, 2000, 1 500 pages, à paraître)

### B. Articles<sup>1</sup>

« La Belgique et l'exception pour délits politiques en matière d'extradition : analyse critique de la pratique

judiciaire et administrative », *Rev. D. pén.*, 1979, p. 833 à 863

« Terrorisme individuel et terrorisme d'État : une différence d'analyse? », in *Licéité et références légales aux valeurs. X<sup>e</sup> Journées d'études Jean Dabin*, Louvain, 1982, p. 641 à 657

<sup>1</sup> La liste n'énumère pas les publications en néerlandais, langue maternelle de l'auteur.

- « Les euromissiles et le droit pénal international », in *Les conséquences juridiques de l'installation éventuelle des missiles Croisés et Pershing en Europe*, Acta Colloquium, 1<sup>er</sup>-2 octobre 1983, Bruxelles, 1984, p. 109 à 114
- « Les infractions graves aux Conventions de Genève et à leurs Protocoles additionnels eu égard aux règles internationales concernant la prescription des crimes de guerre et l'extradition », *Rev. D. pén. militaire D. de la guerre*, 1982, p. 451 à 462
- « Coping with non-international armed conflicts: the borderline between national and international law » (avec B. De Schutter), *The Georgia Journal of Int. & Comp. Law*, 1983, p. 279 à 290
- « Criminal law and the European Communities: defining the issues », *Mich. Yb. Int. Legal Studies*, 1983, p. 247 à 270
- « Guerilla and international humanitarian law; aspects of criminal law and human rights », in *Guerilla and humanitarian law* (Henri Dunant Series, n° 7), p. 87 à 103, 1984
- « Structure et méthodes de la coopération internationale et régionale en matière pénale. Rapport belge au XIII<sup>e</sup> Congrès de l'Association internationale de droit pénal, le partie », *Rev. D. pén.*, 1984, p. 517 à 546, et *Rev. int. D. pén.*, 1984, p. 97 à 118
- « The political offence exception, Defining the issues and searching for a feasible alternative », *R.B.D.I.*, 1985, p. 741 à 753
- « The State v. H. Passtoors, The observer's report. A European perspective », *South African Journal of Human Rights*, 1986, p. 278 à 296
- « War crimes, extradition and statutory limitations », in Bassiouni, M. C. (éd.), *International Criminal Law*, 1986, III
- « Aviation Terrorism, Jurisdiction and its implications », in *Proceedings of the International Conference on Aviation Security*, La Haye, 1987, p. 136 à 153
- « The death penalty. Military offences and international crimes », *Rev. int. D. pén.*, 1987, p. 737-748, et *Revue de droit pénal militaire et de droit pénal militaire et de droit de la guerre*, 1988
- « Le droit pénal belge et la répression des délits internationaux : problèmes légaux surgissant de la mise en œuvre des délits internationaux », *Rev. D. pén.*, 1988, p. 603 à 617
- « Belgium criminal law and the suppression of international crimes: legal problems emerging from the implementation of international crimes », *Rev. int. D. pén.*, 1989
- « Applying the European Convention on Human Rights to extradition: opening Pandora's box? », *Int. & Comp. L. Q.*, 1990, p. 757 à 779
- « Double criminality as a condition to jurisdiction », in Jareborg, N., (éd.), *Double criminality. Studies in international criminal law*, faculté de droit de l'Université d'Uppsala, Iustus Förlag, 1989, p. 43 à 56
- « Extradition et asile politique », in Chiavario, M., Gauthier, J., Stanoiu, R. en Van den Wyngaert, C., *L'extradition et l'asile politique*, Bruxelles, Bruylant, 1990

« The suppression of war crimes under Protocol I », in *Liber amicorum F. Kalshoven*, Leiden, 1991, p. 197 à 206

« Rethinking the law of international criminal cooperation: the restrictive function of international human rights by establishing individual-oriented bars », in *Principles and procedures for a transnational criminal law*, Max-Planck Institute for foreign and international criminal law, Eser, A. en Lagodny, O. (éd.), Freiburg, 1992, p. 489 à 503

« The structure of the draft code and the general part », in *Commentaries concerning the International Law Commission's Draft articles on the code of crimes against the peace and security of mankind*, Nouvelles études pénales, 1993, p. 53 à 61

« Commentaire de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des infractions graves du droit international humanitaire », *Rev. D. pén.*, 1994 (avec A. Andries, E. David et J. Verhaegen)

« Mutual Legal Assistance in Criminal Matters in the European Union », in *Changes in Society, Crime and Criminal Justice in Europe*, publié sous la direction de Fijnaut et al., Kluwer, 1995, p. 137 à 179 (avec G. Stessens)

« The Compensation of Victims of Violent Crimes in Belgium », in *The Compensation of Victims of Violent Crimes*, publié sous la direction de Greer, D., Max-Planck Institute, Freiburg-im-Breisgau, 1996, p. 67 à 96

« Extradition and Human Rights (part II) », *Association de droit international, Comité sur l'extradition des droits de l'homme*, Helsinki, 1996 (avec J. Dugard)

« The Criminal Justice System Facing the Challenge of Organized Crime (Section IV – International Cooperation) », *Revue internationale de droit pénal*, 1997, p. 624 à 636

« Organised Crime, Proactive Policing and International Cooperation in Criminal Matters: Who Polices the Police in a Transnational Context? », in *Undercover Policing and Accountability from an International Perspective*, Institut européen d'administration publique, 1997

« War Crimes, Genocide and Crimes Against Humanity: Are States Taking National Prosecutions Seriously? (jurisdiction, statutory limitations and the legality principle) », in *International Criminal Law*, vol. 3, publié sous la direction de Bassiouni, M. C., Transnational publishers, 1999

« Les modifications quant à l'information dans *La loi du 12 mars 1998 réformant la procédure pénale* », publié sous la direction de Franchimont, M., Liège, éditions de la Collection scientifique de la faculté de droit de Liège, 1998, p. 29 à 56

« Une perspective "eurocentrique" sur la répression de la délinquance transnationale européenne : le projet espace judiciaire européen et le Corpus juris », in *Les systèmes comparés de justice pénale : de la diversité au rapprochement — Comparative Criminal Justice Systems: From Diversity to Rapprochement*, Toulouse, Erès, 1998, p. 443 à 446

« Strafklageverbrauch durch belgische "transactie" », *Neue Zeitschrift für Strafrecht*, 1998, p. 153 (annotation under Bundesgerichtshof, 13 mai 1997)

« Reconciling Extradition with Human Rights », *American Journal of International Law*, 1998, p. 187 à 212 (avec J. Dugard)

- « Lignes de force pour une réforme du droit d'extradition », in *X<sup>e</sup> Colloque sur la réforme du droit de la procédure pénale (8-9 octobre 1998)*, Maklu, 1998, p. 171 à 231
- « The Transformations of International Criminal Law as a Response to the Challenge of Organised Crime », *Revue internationale de droit pénal*, 1999
- « The international non bis in idem Principle: Resolving some of the Unanswered Questions », *International and Comparative Law Quarterly*, 1999 (avec G. Stessens)
- « *Corpus juris*, parquet européen et juge national. Vers une chambre préliminaire européenne? », *Agon*, août 1999 et « *Corpus Juris*, European Public Prosecution and National Trials for Eurocrimes: Is there a Need for a European Pre-Trial Chamber? », *Agon*, novembre 1999
- « Protection "PIF" et espace judiciaire européen : bilan et perspectives à l'aube du troisième millénaire », *Agon*, décembre 1999
- « *Corpus juris*, Ministerio Fiscal Europeo y juicios nacionales para eurocrimenes: ¿es necesaria una Sala de Justicia Europea para la fase previa? », *Revista del Poder judicial*. 1999, p. 239-240
- « *Corpus juris*, parquet européen et juge national : vers une chambre préliminaire européenne? », in De Kerchove, G. et Weyemberg, A., *Vers un espace judiciaire pénal*, éd. ULB, Institut d'études européennes, 2000, p. 131 à 139
- « Mutual recognition and the corpus juris », in De Kerchove, G. et Weyemberg, A., *La reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires pénales dans l'Union européenne*, éd. ULB, Institut d'études européennes, 2001, p. 213 à 222
- « Non bis in idem-principle, including the Principle of Amnesty », in *The Rome Statute and the International Criminal Court*, publié sous la direction de A. Cassese (avec Tom Ongena), Oxford University Press, 2003
- « Statutory limitations in the Rome Statute », in *The Rome Statute and the International Criminal Court*, publié sous la direction de A. Cassese (avec John Dugard), Oxford University Press, 2003
- « The protection of the financial interests of the EU in the candidate states. Final report », in ERA-forum (scriptae juris europaei), 2001, vol. 3 (53 p.); doit paraître également dans *Study on penal and administrative sanctions, settlement, whistleblowing and corpus juris in the candidate countries*, Europäische Rechtsakademie Trier
- « International cooperation » doit paraître également dans *Study on penal and administrative sanctions, settlement, whistleblowing and corpus juris in the candidate countries*, Europäische Rechtsakademie Trier
- « Jurisdiction over crimes of terrorism », in N. Keijzer (éd.), *Terrorism as a crime*, 2003
- « Eurojust and the European Public Prosecutor », in Neil Walker (éd.), *Europe's areas of freedom, security and justice* (Oxford University Press, 2004, à paraître)

## **Volodymyr A. Vassylenko (Ukraine)**

Né à Kiev, le 16 janvier 1937.

Diplômé de la faculté de droit de l'Université nationale de Kiev (1959). Études de troisième cycle universitaire en droit international public (1961-1964) et obtention du doctorat d'université (1965). Recherches en vue de l'obtention du doctorat d'État (1976-1977) et obtention du doctorat d'État (1977).

Professeur de droit international public à l'Institut des relations internationales et du droit international (Université nationale de Kiev) de 1978 à 1993 : cours de droit public international (cours général) et cours de droit relatif aux droits de l'homme et de droit humanitaire international (cours spéciaux) à des étudiants originaires de plus de 60 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Recherches dans les domaines du règlement pacifique des conflits, la responsabilité de l'État et la responsabilité de l'individu pour les crimes contre l'humanité (1964-1993).

Conseiller juridique auprès du Ministère ukrainien des affaires étrangères de 1972 à 1993 et Conseiller juridique principal au Verkhovna Rada (Parlement ukrainien) de 1991 à 1993.

Participation à de nombreuses conférences internationales tenues sous les auspices des Nations Unies. Chef de la délégation ukrainienne à la Conférence des Nations Unies sur le droit des traités entre États et organisations internationales ou entre organisations internationales (1986).

Représentant de l'Ukraine auprès de la Commission des droits de l'homme de l'ONU (1989-1991 et 1996-1998). Président du Groupe des Trois créé conformément à la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (1990-1991). Vice-Président lors des quarante-septième (1991) et cinquante-deuxième sessions (1996) de la Commission des droits de l'homme de l'ONU.

Chef de la délégation ukrainienne de la quarante-cinquième à la quarante-septième session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU et de la cinquante-deuxième à la cinquante-quatrième session.

Représentant de l'Ukraine à la Sixième Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies (quarante-sixième, quarante-huitième, cinquantième et cinquante et unième sessions).

Membre de la délégation ukrainienne aux réunions au sommet de la Communauté d'États indépendants à Almaty (décembre 1991), Minsk (décembre 1991) et Kiev (avril 1992).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès du Royaume de Belgique, du Royaume des Pays-Bas et du Grand-Duché de Luxembourg ainsi qu'auprès de l'Union européenne et du Conseil de coopération nord-atlantique (1993-1995).

Ambassadeur chargé de missions au Ministère ukrainien des affaires étrangères (1995-1998).

Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ukraine auprès de l'Irlande (1998-2002, non résident). Représentant adjoint de l'Ukraine auprès de la Commission de Venise (2001-2002).

Actuellement juge *ad litem* au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (depuis le 2 avril 2002).

**Monographies**

*La responsabilité de l'État du fait d'infractions internationales*, 1976, Kiev; *Les sanctions en droit international*, 1982, Kiev; *Mécanismes de protection de l'ordre public international* (coauteur), 1986, Brno; *Principes de base du droit international*, 1988, Kiev.

**Langue maternelle**

Ukrainien

**Autres langues**

Anglais, français, russe, serbe

---